



# ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

## Journal des débats

---

Le mercredi 29 avril 1987

Vol. 29 - No 100

Président : M. Pierre Lorrain

---

QUÉBEC

# **Débats de l'Assemblée nationale**

## **Table des matières**

<b>Affaires courantes</b>	
Présentation de projets de loi	
Projet de loi 25 - Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives	6931
M. Michel Gratton	6931
<b>Dépôt de documents</b>	
Rapport annuel de la Commission de toponymie	6931
Avis de classement du pont couvert Powerscourt de Huntingdon	6931
Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts	6931
Réponse à une question inscrite au feuillet	
Rapports de pêche à l'île d'Anticosti	6931
<b>Dépôt de rapports de commissions</b>	
Étude détaillée du projet de loi 159 - Loi modifiant le Code de procédure civile et le Code civil concernant le dépôt volontaire	6932
Étude détaillée du projet de loi 7 - Loi modifiant la Loi sur les huissiers	6932
Étude détaillée du projet de loi 4 - Loi modifiant la Loi sur les assurances	6932
Étude détaillée du projet de loi 123 - Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels	6932
Étude détaillée du projet de loi 102 - Loi sur les terres du domaine public	6932
<b>Questions et réponses orales</b>	
Conférence sur l'adhésion du Québec à la constitution	6932
La grève à la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM)	6937
Pressions du Québec pour obtenir l'Agence spatiale canadienne à Montréal	6938
La réglementation du commerce des valeurs mobilières	6939
Rôle accru à la Société de développement des coopératives (SDC)	6941
Les approvisionnements de bois à Matane	6942
<b>Motions sans préavis</b>	
Souligner la Semaine de l'action bénévole	6942
M. Pierre Marc Johnson	6942
Mme Thérèse Lavoie-Roux	6944
Mme Cécile Vermette	6945
M. Christos Sirros	6945
Condoléances à la famille de M. Claude Jutra	6946
Mme Lise Bacon	6946
M. Gerald Godin	6947
Avis touchant les travaux des commissions	6947
<b>Affaires du jour</b>	
Affaires inscrites par les députés de l'Opposition	
Motion proposant que l'Assemblée réclame du gouvernement qu'il n'adhère pas à la constitution sans obtenir des pouvoirs accrus	6948
M. Pierre Marc Johnson	6948
M. Gil Rémillard	6952
M. Claude Filion	6956
Avis touchant les travaux des commissions	6959
Reprise du débat sur la motion de l'Opposition	
M. Claude Trudel	6959
Ajourner	6961

Le mercredi 29 avril 1987

(Quinze heures six minutes)

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! Un moment de recueillement. Veuillez vous asseoir. Affaires courantes. Déclarations ministérielles. Présentation de projets de loi. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Article c, M. le Président.

#### Projet de loi 25

**Le Président:** À l'article c du feuilletton, M. le ministre délégué à la Réforme électorale présente le projet de loi 25, Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives. M. le ministre.

#### M. Michel Gratton

**M. Gratton:** M. le Président, ce projet de loi modifie principalement la Loi sur la représentation électorale en introduisant un certain nombre d'éléments de réforme en matière de délimitation des circonscriptions électorales. Notamment, il établit que le nombre de circonscriptions soit fixé dans la loi à un minimum de 122 et à un maximum de 125 plutôt que d'être laissé flottant tel que le prévoit la loi actuelle.

Ce projet de loi prévoit en outre que la décision de procéder ou non à une nouvelle délimitation des circonscriptions électorales sera prise au lendemain de chaque élection générale, par la Commission de la représentation, après avoir entendu les représentations des parlementaires.

Le projet de loi oblige la Commission de la représentation à déposer à l'Assemblée nationale ses prévisions budgétaires annuelles et ce, distinctement de celles du Directeur général des élections, de même qu'un rapport complet des dépenses afférentes à une délimitation des circonscriptions électorales.

La notion de secteur électoral est en outre écartée de la Loi sur la représentation électorale et redéfinie dans la loi électorale en fonction de sa véritable nature et utilité, soit comme regroupement d'électeurs à des fins d'organisation et d'administration électorale.

Le projet de loi réduit de douze à six mois le délai de consultation des députés et de la population sur le projet de délimitation des circonscriptions électorales.

**Le Président:** L'Assemblée accepte-t-

elle de se saisir du projet de loi 25? M. le leader de l'Opposition.

**Une voix:** Oui.

**Le Président:** Adopté.  
Dépôt de documents.  
Mme la ministre des Affaires culturelles.

#### Rapport annuel de la Commission de toponymie

**Mme Bacon:** M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport annuel 1985-1986 de la Commission de toponymie.

#### Avis de classement du pont couvert Powerscourt

J'ai aussi l'honneur de déposer un avis de classement d'un bien de la Commission des biens culturels concernant le pont couvert Powerscourt de Huntingdon.

**Le Président:** Documents déposés. M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, toujours à l'étape du dépôt de documents.

#### Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts

**M. Fortier:** M. le Président, il me fait plaisir de déposer le rapport annuel pour l'année 1986 de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

**Le Président:** Document déposé. M. le leader du gouvernement.

#### Réponse à une question inscrite au feuilletton

#### Rapports de pêche à l'île d'Anticosti

**M. Gratton:** Oui, M. le Président, nous avons une réponse à une question inscrite à l'article 7 du feuilletton, une question du député de Dubuc. Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche est prêt à y répondre.  
(15 h 10)

**Le Président:** M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, toujours à l'étape du dépôt de documents.

**M. Picotte:** Il me fait plaisir de déposer une réponse à la question inscrite au feuilletton, à l'article 7 de la partie 4 du

feuilleton du 29 avril 1987.

**Le Président:** Document déposé, M. le ministre du Tourisme.

Rapports de commissions. M. le président de la commission des institutions et député de Taillon.

#### Étude détaillée du projet de loi 159

**M. Fillion:** Oui, M. le Président. J'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission qui a siégé le 15 avril 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 159, Loi modifiant le Code de procédure civile et le Code civil concernant le dépôt volontaire. Ce projet de loi a été adopté avec amendements.

#### Étude détaillée du projet de loi 7

Également, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la même commission qui a siégé le 15 avril 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 7, Loi modifiant la Loi sur les huissiers. Le projet de loi a été adopté. Merci, M. le Président.

**Le Président:** Vos deux rapports sont déposés, M. le député de Taillon.

Toujours à l'étape des rapports de commissions, M. le président de la commission du budget et de l'administration et député de Vanier.

#### Étude détaillée du projet de loi 4

**M. Lemieux:** M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission du budget et de l'administration qui a siégé le 15 avril 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 4, Loi modifiant la Loi sur les assurances. Le projet de loi a été adopté.

#### Étude détaillée du projet de loi 123

J'ai aussi l'honneur de déposer le rapport de la commission du budget et de l'administration qui a siégé le 15 avril 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 123, Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels. Le projet de loi a été adopté avec un amendement.

**Le Président:** M. le président et député de Vanier, vos deux rapports sont déposés. M. le vice-président de la commission de l'économie et du travail et député de Vimont.

#### Étude détaillée du projet de loi 102

**M. Théorêt:** Oui, M. le Président. J'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'économie et du travail qui a

siégé les 2, 7, 8, 9 et 14 avril 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi sur les terres du domaine public. Le projet de loi a été adopté avec des amendements.

**Le Président:** Votre rapport est déposé.

Dépôt de pétitions.

Cet après-midi, il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel. Nous allons maintenant procéder à la période de questions orales. Je vais reconnaître en principale, M. le chef de l'Opposition.

### QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

#### Conférence sur l'adhésion du Québec à la constitution

**M. Johnson (Anjou):** M. le Président, ma question s'adresse au premier ministre et touche évidemment le dossier constitutionnel, il s'en doutera bien. Je comprends que les gens ne se battent pas dans les autobus à ce sujet surtout qu'il n'y en a pas à Montréal en ce moment, mais ça reste un dossier extrêmement important pour le Québec...

**Le Président:** S'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Johnson (Anjou):** ...qui doit faire face à ces négociations toujours dans un contexte où la pression est très forte venant du Canada anglais, le premier ministre le sait, et il faudra qu'il sache y résister. Deux choses me frappent depuis quelques jours. D'une part, une espèce de climat d'euphorie quelque peu artificiel qui vient surtout d'Ottawa et de l'Ontario, y compris de la part du gouvernement ontarien, dans lequel on dit: Ma foi, le momentum est là. Il faut en profiter - et c'est l'expression utilisée par un fonctionnaire fédéral - pour inclure le Québec dans la Confédération. Deuxièmement, une espèce de climat plutôt fataliste du côté de son gouvernement et de certains fonctionnaires ou de ses ministres qui font des confidences aux journalistes: il faut que le Québec soit réel et est-ce qu'il faut diluer notre position quitte à connaître des reculs? etc.

Tout cela s'ajoute à une faiblesse extrême de la position du gouvernement du Québec avec une absence totale de demande pour que l'Assemblée nationale du Québec contrôle l'ensemble des lois linguistiques et se donne les instruments de protéger son droit civil par sa propre charte. J'aimerais savoir du premier ministre s'il partage ce climat d'euphorie quelque peu artificiel qui nous vient d'Ottawa et s'il partage les attitudes défaitistes de son propre ministre quant au fait que le Québec, dans le fond,

devrait régler pour très peu.

**Le Président:** M. le premier ministre.  
M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** M. le Président, avant de répondre à la question très importante du chef de l'Opposition, vous me permettrez de signaler qu'il y a dix-sept ans aujourd'hui le Parti québécois faisait son entrée à l'Assemblée nationale avec l'élection de sept députés.

**Une voix:** Ça n'applaudit pas fort.

**Des voix:** Ah! Ah! Ah!

**Le Président:** À la question, M. le premier ministre. À la question.

**Une voix:** Bien que... Bien que...

**Le Président:** À la question, M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** Toutefois, M. le Président, on doit constater que ces sept députés ne sont plus à l'Assemblée nationale, mais que je suis encore ici pour le constater.

**Le Président:** À la question, s'il vous plaît:

**M. Bourassa:** Pour répondre à la question du chef de l'Opposition, je crois que ses sources d'information sont plutôt approximatives. Je n'ai vu nulle part qu'il y avait consensus comme quoi tout serait facile. Le ministre responsable a dit lui-même, hier, que les chances étaient minces qu'on puisse arriver à un succès durant la rencontre de demain. Je crois que le chef de l'Opposition exagère tout de même dans sa présomption des attitudes de différents gouvernements.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Johnson (Anjou):** M. le Président, puisque le premier ministre évoque 1970, je lui évoquerai 1971, alors que quelqu'un qui le connaît bien écrivait ceci: "Le premier ministre devra, à l'avenir, dans les conversations avec les autres gouvernements, se montrer plus ferme et plus net à tous les stades de la procédure. Il devra aussi éviter les huis clos interminables où on s'évertue à lui extorquer des concessions et des engagements. Il devra, enfin, miser moins sur la diplomatie secrète et davantage sur l'opinion publique." Claude Ryan, 1971.

**Des voix:** Bravo! Bravo!

**Le Président:** Votre question! Votre

question! Votre question, M. le chef de l'Opposition. Votre question. À l'ordre, s'il vous plaît! Votre question, M. le chef de l'Opposition.

**M. Johnson (Anjou):** M. le Président, je comprends que depuis ce temps-là, le ministre de l'Éducation a quelque peu rougi...

**Le Président:** Votre question, M. le chef de l'Opposition.

**M. Johnson (Anjou):** ...de bien des façons. M. le Président, est-ce que le premier ministre peut nous donner son assurance que, dans un tel contexte, alors qu'il y a, semble-t-il, un certain momentum au Canada anglais et un désir de toute évidence pressant chez certains, perçu comme légitime chez d'autres, de vouloir obtenir que le Québec signe, est-ce que le premier ministre peut nous dire qu'il ne cédera pas aux pressions et qu'il fera en sorte que l'intérêt du Québec et la nécessité de maintenir et d'affirmer un certain nombre de revendications historiques l'emportera sur ce climat?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** Ah: Je suis bien heureux que le chef de l'Opposition se réfère dans son préambule à des déclarations du ministre de l'Éducation actuel. Je pense que le chef de l'Opposition doit retenir que ce qui compte, dans l'épisode de 1971, c'est le résultat, parce que, pour nous, c'est important sur le plan concret.

**M. Gratton:** Mieux qu'en 1981!

**M. Bourassa:** Nous étions tous les deux d'accord à ce moment-là. Je n'ai pas de leçon à recevoir, pour employer une expression bien connue, du chef de l'Opposition quant à la défense des intérêts du Québec, puisqu'on connaît ce que son gouvernement a fait le 16 avril 1981.

**Une voix:** Oui.

**M. Bourassa:** Donc, il peut dormir tranquille sur la volonté, la détermination du gouvernement actuel de défendre les intérêts du Québec chaque fois que ce sera nécessaire.

**Des voix:** Bravo!

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Johnson (Anjou):** M. le Président, alors qu'on a constaté hier que, déjà, le gouvernement du Québec modifiait sa propre demande quant au veto, comment peut-il

croire qu'il sera crédible? Et peut-il nous dire quelles seront les autres concessions qu'il est prêt à faire avant même de se rendre au lac Meach?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** Je remercie le chef de l'Opposition de me donner l'occasion de préciser la position du gouvernement, qui a été donnée hier à l'occasion d'une rencontre de presse. Il n'y a rien dans ce qui a été dit hier qui ne respecte pas **Maîtriser l'avenir**, le programme sur lequel nous avons été élus avec la majorité que connaît le chef de l'Opposition. Donc, il n'y a pas du tout de modification dans la position du Québec.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Johnson (Anjou):** M. le Président, tout en faisant remarquer qu'il m'apparaît tout à fait absurde qu'on discute du dossier constitutionnel à partir des extraits de programmes et des conférences de presse d'un ministre qui se contredit une semaine après l'autre, je demanderai quand même au premier ministre comment il explique ce qu'il vient d'affirmer alors que la résolution 2810 du programme du Parti libéral de 1985 affirme: "Un gouvernement libéral réclame que la nouvelle constitution reconnaisse formellement au Québec un droit de veto sur toutes les questions de nature constitutionnelle."  
(15 h 20)

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** Si le chef du Parti québécois et chef de l'Opposition lisait les pages 57 et 58 du programme du Parti libéral, il retrouverait exactement ce que nous avons toujours dit depuis le début de la négociation, à savoir que nous voulions récupérer le droit de veto que vous avez abandonné le 16 avril 1981.

**M. Ryan:** Secrètement.

**M. Bourassa:** Et secrètement, comme vient de le dire le ministre de l'Éducation...

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**M. Bourassa:** ...restand fidèle et faisant preuve de continuité avec les analyses du passé.

Ce que je dis au chef de l'Opposition, c'est qu'il n'y a pas de changement dans la position du Québec, pas du tout. Nous voulons récupérer le droit de veto et faire en sorte que le Québec puisse dire non, s'il n'est pas d'accord avec un amendement constitutionnel.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Johnson (Anjou):** M. le Président, je veux bien qu'on me cite **Maîtriser l'avenir**. Il faudrait peut-être que vous maîtrisiez le dossier un peu. Je remarque qu'à la page 55 du document **Maîtriser l'avenir** et à la page 123 des résolutions du Parti libéral, précisément, on parle du droit de veto sans accepter la notion de "opting out" ou de droit de retrait qui a été qualifiée de plat de lentilles par le ministre au mois de mars, ici même à l'Assemblée nationale. Je remarque que c'est de ça que vous parlez dans ce programme.

Est-ce que le premier ministre nous dit qu'il s'en va à Ottawa et que les concessions qu'a annoncées son ministre hier ne sont pas celles du gouvernement? Et, si c'est le cas, est-ce qu'il pourrait nous dire si, à un moment donné, il va y avoir une position gouvernementale dans le dossier constitutionnel?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** M. le Président, le chef de l'Opposition ne cesse de tirer ses sources d'information à droite et à gauche, et de les tripoter...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Bourassa:** ...aux fins de son argumentation. Pour ma part, je lui dis que nous avons toujours gardé la même politique que nous retrouvons dans le document aux pages 57 et 58.

Je lisais ce matin dans un journal que M. Claude Morin, qui a bien connu le chef de l'Opposition, nous félicitait d'adopter la formule de la compensation. Je crois que ces félicitations sont pour le moins prématurées...

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**M. Bourassa:** ...parce qu'elles ne sont pas conformes. C'est une recommandation qui n'est pas conforme au choix décidé par le gouvernement. Cela ne veut pas dire qu'on n'a pas traité dans le document **Maîtriser l'avenir** - il n'a qu'à lire la page 57 - d'autres possibilités. Mais ce ne sont pas les choix décidés par le gouvernement.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Johnson (Anjou):** M. le Président, précisément, n'est-ce pas ce qui est en cause? On ne connaît pas les choix du gouvernement, M. le Président, en matière constitutionnelle. Est-ce que le premier ministre pourrait nous dire qu'avant d'aller

brader les intérêts du Québec, il déposera une position claire du gouvernement du Québec en matière constitutionnelle?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Si jamais le chef de l'Opposition décidait de donner suite à son ultimatum de quitter la politique, je l'encourage à faire du théâtre, M. le Président. Il va réussir avec beaucoup plus de succès qu'en politique.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Bourassa: Pas question dans le cas du gouvernement de brader les intérêts du Québec. Bien au contraire, nous avons fait des demandes qui répondent aux intérêts du Québec dans le domaine de l'immigration, dans le domaine du pouvoir de dépenser, de la Cour suprême, de la reconnaissance du Québec comme société distincte, de la récupération du droit de veto. Je demande au chef de l'Opposition, dans une question aussi importante pour l'avenir du Québec, de faire preuve d'un minimum de sérénité, de responsabilité et de sérieux.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, je comprends que le premier ministre se satisferait de la passivité et de la faiblesse - ce qui semble être son cas - mais je lui dirai que nous, nous défendrons avec énergie les intérêts du Québec. Je lui rappellerai que le gouvernement précédent a publié une position constitutionnelle.

Une voix: Question!

M. Johnson (Anjou): Cette position, j'aimerais que le premier ministre nous dise s'il entend déposer un document avant d'engager des concessions répétées à l'égard du reste du Canada anglais, d'autant plus que le premier ministre - et on aimerait l'entendre le dire clairement aux Québécois - refuse de réclamer les pleins droits de l'Assemblée nationale en matière linguistique, refuse de protéger notre système de droit civil, a des demandes faibles en matière d'immigration et aucune demande en matière économique ou en termes de prolongement de nos compétences sur le plan international.

Le Président: M. le premier ministre.

Des voix: Bravo! Bravo!

M. Bourassa: Je ne peux pas décerner au chef de l'Opposition, aujourd'hui, un prix de logique. Il dit au début de sa question: On ne connaît pas les demandes du gouver-

nement et trois phrases après, il dit: C'est faible, ce qu'il demande.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Bourassa: M. le Président, un peu plus de logique et de bon sens.

Le Président: M. le député de Lac-Saint-Jean, en additionnelle?

M. Brassard: Oui, M. le Président.

Le Président: En additionnelle.

M. Brassard: Est-ce que le premier ministre, compte tenu de la recommandation récente du Conseil de la langue française pressant le gouvernement de poursuivre ses efforts de promotion du statut du français, maintient toujours son intention de ne pas discuter de la question linguistique lors de la rencontre avec ses homologues, au lac Meach, demain? Est-ce qu'il maintient toujours cette intention?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: J'ai répondu à cette question le 15 avril dernier. Je crois qu'il y aura un débat tantôt auquel, malheureusement, je ne pourrai pas participer, parce qu'il y a un Conseil des ministres et que c'est au moins aussi important que d'entendre les propos du chef de l'Opposition. Ce que je dis au député de Lac-Saint-Jean...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: Ce que je dis au député de Lac-Saint-Jean, c'est que notre position, pour ce qui a trait à l'avenir culturel du Québec, étant donné que nous disposons des pouvoirs linguistiques, sauf dans deux cas que - nous l'avons toujours dit - nous acceptons: l'article 133 de la constitution - je crois que le chef de l'Opposition était d'accord et je crois qu'il est d'accord également dans le projet d'accord constitutionnel pour permettre aux députés anglophones de s'exprimer en anglais à l'Assemblée nationale - également avec la clause Canada.

Quant au reste, nous avons les pouvoirs linguistiques, nous l'avons démontré par l'application de la loi 22, par l'application et l'adoption de la loi 101. Mais nous demandons quand même, parce que nous voulons tenir compte de l'évolution démographique du Québec, pour ce qui a trait à l'avenir culturel, des pouvoirs dans le domaine de l'immigration, parce que nous considérons très important... Nous aurons l'occasion, pour répondre à une question du chef de l'Opposition, de discuter de tout cela

en commission parlementaire.

Quand il dit qu'on va signer sans discuter dans une commission parlementaire, je crois que j'ai dit le contraire le 15 avril. Je comprends qu'il s'est passé beaucoup d'événements pour lui entre le 15 et le 29 avril, pas toujours heureux, mais nous avons pris l'engagement le 15 avril d'en discuter en commission parlementaire avant d'engager le gouvernement du Québec. Qu'est-ce qu'il veut de plus? Alors, à ce moment-là, on pourra discuter, notamment dans le domaine de l'immigration, de l'importance pour le Québec de récupérer des pouvoirs que vous avez demandés de votre côté, du bout des lèvres à la suite des pressions qu'on a faites du côté du Parti libéral.

**Le Président:** M. le député de Lac-Saint-Jean en additionnelle.

M. Brassard: M. le Président en additionnelle. Comment le premier ministre peut-il écarter la question linguistique des discussions constitutionnelles? Comment peut-il prétendre que nous avons les pleins pouvoirs en cette matière alors que son ministre des Affaires canadiennes, réputé en cette matière, réputé juriste, déclarait en 1982 que ce sont les tribunaux et, en dernière analyse, la Cour suprême canadienne qui feront, à toutes fins utiles, maintenant la politique linguistique au Canada? Comment peut-il prétendre que nous avons les pleins pouvoirs linguistiques alors que son propre ministre affirme le contraire?  
(15 h 30)

**Le Président:** M. le premier ministre. À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Bourassa:** M. le Président, profitez-en pour applaudir avant que le ministre vous donne la réplique. Ce que je dis au député du Lac-Saint-Jean, c'est que nous faisons des demandes qui ont forcément des implications sur le partage ou les pouvoirs linguistiques du Québec. Lorsque nous demandons la reconnaissance d'une société distincte dans la constitution, je sais que le grand juriste, qu'est le chef de l'Opposition, peut ne pas être d'accord, mais je lui dis que lorsque nous demandons que le Québec soit reconnu comme société distincte, c'est évident qu'implicitement, automatiquement, cela a un impact sur la reconnaissance des pouvoirs linguistiques du Québec, comme les demandes que nous faisons dans le domaine de l'immigration vont permettre au Québec d'avoir une plus grande sécurité culturelle. C'est nous les premiers qui avons insisté pour cela, bien avant ce qu'a fait l'ancien gouvernement avec toutes ses erreurs historiques dans le dossier constitutionnel.

Je demanderais au ministre responsable de compléter ma réponse, étant donné qu'il a

été mis en cause, M. le Président. Je ne sais pas si on craint...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Bourassa:** Je ne sais pas si on craint d'entendre le ministre délégué aux Affaires canadiennes. Étant donné qu'on l'a mis en cause, je me permets de lui demander de compléter ma réponse.

**Le Président:** M. le ministre, très brièvement, le temps est pratiquement écoulé. Très brièvement, s'il vous plaît!

**M. Rémillard:** M. le Président, même si c'est très brièvement, je voudrais tout d'abord remercier l'Opposition de me qualifier d'éminent juriste et j'accepte avec plaisir ce compliment. Je voudrais vous dire...

**Des voix:** ...

**M. Rémillard:** Oui, oui, cela fait partie d'un bon ministre, et j'en suis très heureux. Je voudrais dire que demain, au lac Meach, nous allons présenter les cinq conditions du Québec, mais nous n'avons pas de demande. Nous n'allons pas proposer, en quémandeurs, au gouvernement fédéral ou aux autres provinces de faire du Québec un partenaire à part entière; il n'en est pas question. Tout simplement, ce qu'on demandera demain, c'est: Qu'est-ce que vous êtes prêts à nous offrir? Comment voulez-vous voir la situation du Québec dans la fédération? On verra après s'il est temps de faire des propositions. On ne fera pas ce que vous avez fait le 16 avril 1981, alors que vous avez sacrifié le droit de veto du Québec.

**Des voix;** Bravo!

**Le Président:** M. le leader de l'Opposition, sur une question de règlement.

**M. Chevette:** M. le Président, c'est regrettable, j'adore le spectacle, mais vous savez qu'il y a un règlement. Vous savez qu'une période de questions n'est pas une conférence de presse. Vous avez vous-même dit que lorsqu'il y a transfert de temps, ordinairement, c'est une seule enveloppe pour deux. Ce n'est pas notre faute si le premier ministre a pris beaucoup de temps. Il y a une coutume qui veut qu'on le laisse parler et il n'a pu répondre à rien, mais cela, ce n'est pas une raison pour laisser discourir un autre de ses ministres.

**Le Président:** M. le ministre, en conclusion, s'il vous plaît! Je vous avais demandé de répondre très brièvement. En conclusion.



M. Rémillard: En conclusion, M. le Président, je voudrais assurer à cette Chambre, assurer à l'Opposition que le Québec ne reculera jamais sur ce droit fondamental qu'il a de dire non à un amendement constitutionnel qui peut aller à l'encontre de sa situation comme société distincte ou comme partenaire majeur de cette fédération. On ne fera pas ce que vous avez fait le 16 avril 1981, on va réparer les pots cassés.

Des voix: Bravo! Bravo!

Une voix: Ainsi soit-il.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député d'Abitibi-Ouest, en principale.

#### La grève à la STCUM

M. Gendron: M. le Président, lundi de cette semaine marquait le début de la troisième semaine sans transport en commun d'un conflit majeur à la STCUM. Les effets sont néfastes en particulier pour les moins bien nantis, les gens qui ont besoin du transport en commun, et ils sont également néfastes sur le plan des impacts économiques pour le bassin montréalais. Manifestement, le ministre du Travail ne semble véritablement pas au travail dans les grands dossiers de relations du travail comme le transport scolaire, Transco, les chargés de cours de l'Université du Québec à Montréal, de même que les employés de Loto-Québec, etc.

Ma question précise aujourd'hui, c'est: Quelles sont les intentions précises du ministre du Travail en termes d'actions concrètes pour que les parties qui ne se sont pas vues depuis plus de dix jours puissent se rassembler à la table de négociation en vue d'envisager un règlement du conflit à la STCUM?

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Paradis (Brome-Missisquoi): M. le Président, je remercie le député d'Abitibi-Ouest de sa question. Il s'agit effectivement de la troisième semaine - mais, contrairement à ce qu'il a dit, il y a quand même des services essentiels - où les gens de Montréal sont privés de leur transport en commun effectué de façon normale. Il a raison de souligner que ce sont ceux qui, généralement, sont les plus faibles dans la société qui en souffrent davantage. Cela dit, il nous demande ce que nous nous apprêtons à faire comme gouvernement pour faire en sorte que des gens qui ne se sont pas vus depuis très longtemps se voient à la table de négociation. Je suis heureux d'annoncer au député d'Abitibi-Ouest qu'à 16 heures, cet après-midi, les parties syndicales impliquées, au pluriel, et la partie patronale se

rencontreront à la table de négociation. Je décèle dans ce geste de toutes les parties impliquées un geste de bonne foi. Maintenant, je demande à ces parties de faire preuve de la maturité nécessaire pour en arriver, d'ici à la fin de semaine, à une entente négociée dans cet important conflit, de façon à éviter ce que l'on a connu d'année en année, de grève en grève, soit l'intervention de l'Assemblée nationale du Québec.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, en additionnelle.

M. Gendron: Oui, en additionnelle, M. le Président. Advenant une conclusion négative à la reprise des pourparlers entre les parties, ce que je ne souhaite pas, est-ce que le ministre du Travail écarte toujours la possibilité que ces mêmes parties soient convoquées à la commission parlementaire de l'économie et du travail? Si oui, pour quelle raison?

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Je tiendrais à rassurer le député d'Abitibi-Ouest, il n'y aucune mesure d'écartée. Au moment où nous nous parlons, nous sommes à l'étape de la conciliation entre les parties. La médiation n'est pas écartée, la tenue d'une commission parlementaire n'est pas écartée. Cet après-midi même, pour une des parties impliquées, le Conseil des services essentiels tient des audiences publiques de façon à s'assurer qu'en tout temps la santé et la sécurité du public sont protégées. En conclusion, je vous dirais qu'au moment où nous nous parlons, il n'y a aucune mesure propre à amener les parties à en arriver à la table de négociation à une entente négociée qui soit éliminée par le gouvernement.

Le Président: M. le député de Gouin, en additionnelle.

M. Rochefort: En additionnelle, M. le Président. Est-ce que le ministre du Travail va comprendre que ce que la population de Montréal veut, ce n'est pas des assurances qu'il y aura des services essentiels, mais un service de transport en commun en tout temps régulier, comme celui auquel elle est habituée et auquel elle a droit?

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Paradis (Brome-Missisquoi): J'ajouterais à la question du député de Gouin que c'est ce que la population de Montréal veut. C'est ce pourquoi elle paie par les taxes qu'elle paie, c'est un droit qu'elle a. Il y a également d'autres droits qui se

conjuguent dans une société, des droits qui s'appellent pour l'employeur, dans certains cas, à l'occasion de négociations, des droits de lock-out. Il y a des droits également pour les travailleurs qui s'appellent, en cas de négociations, des droits de grève. C'est le maintien de l'équilibre de ces droits qui permet à une société d'avoir ce qu'on appelle communément la paix sociale. Mais, à travers tout l'équilibre de ces droits, l'actuel gouvernement s'est assuré qu'en tout temps, la santé et la sécurité du public sont préservées. Le gouvernement s'est même assuré... Et je tiens à remercier publiquement, parce qu'on n'a pas eu l'occasion de le faire depuis qu'on s'est quitté, depuis Pâques, dans un conflit, le conflit de Transco, la partie syndicale et la partie patronale, qui, bien qu'elles n'y étaient aucunement tenues par la loi, ont offert aux enfants handicapés des commissions scolaires le transport adapté pour ces personnes handicapées qui ne pouvaient pas se rendre à l'école pour terminer leur année scolaire.

En conclusion, c'est dans le maintien d'un sain équilibre entre le droit de la population à des services complets, le droit du patron de faire un lock-out et le droit des syndiqués de faire des moyens de pression par le biais de la grève, c'est en maintenant cet équilibre qu'on maintient la paix sociale dans une société.

**Le Président:** M. le député de Bertrand, en principale.

**Pressions du Québec pour obtenir  
l'Agence spatiale canadienne à Montréal**

**M. Parent (Bertrand):** Merci, M. le Président. À la suite d'une motion que je déposais le 19 mars dernier en cette Chambre et qui a été adoptée à l'unanimité, et à la suite de plusieurs pressions qui ont été faites de la part de l'Opposition au cours des deux derniers mois sur le dossier de l'implantation de l'agence spatiale dans la grande région de Montréal, le 15 avril dernier, le ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministre du Commerce extérieur donnaient une conférence de presse. Sûrement un geste dans le bon sens mais encore très peu suffisant pour convaincre le gouvernement fédéral. J'aimerais savoir de la part du ministre du Commerce extérieur qui a été le principal porte-parole dans ce dossier ce qu'il a fait de concret depuis le 15 avril dernier afin que l'on obtienne définitivement, par une décision qui doit être rendue au cours des prochains jours, l'Agence spatiale canadienne à Montréal.

(15 h 40)

**Le Président:** M. le ministre du Commerce extérieur.

**M. MacDonald:** M. le Président, depuis

le 15 avril, si ma mémoire est fidèle, j'ai dû parler à cinq ou six ministres du gouvernement fédéral représentant des circonscriptions du Québec. J'ai demandé à mes collègues du cabinet québécois de faire de même auprès de certains ministres et j'ai préparé une lettre dont vous recevrez une copie, je présume, demain ou après-demain, demandant à tous les membres de l'Assemblée nationale et demandant à tous les représentants du Québec au gouvernement fédéral de continuer à faire des pressions dans le bon sens.

**Le Président:** M. le député de Bertrand, en additionnelle.

**M. Parent (Bertrand):** Oui, en additionnelle. Le 15 avril dernier, le ministre déclarait que s'il y avait une commission ou un comité parlementaire à Ottawa, il avait l'intention d'avoir une représentation politique. Est-ce que le ministre a l'intention d'avoir une représentation devant cette commission qui doit siéger au cours des prochains jours?

**Le Président:** M. le ministre du Commerce extérieur.

**M. MacDonald:** C'est effectivement une possibilité que nous avons discutée avec mon collègue, le ministre des Affaires intergouvernementales, et le premier ministre. Oui, à ce moment-ci, nous avons l'intention de faire une représentation devant le comité parlementaire.

**Le Président:** M. le député de Bertrand, en additionnelle.

**M. Parent (Bertrand):** Si je comprends bien, le ministre a obtenu l'autorisation du premier ministre d'aller parader à Ottawa.

**Des voix:** Ha! Ha!

**Des voix:** Bravo!

**Le Président:** En additionnelle, M. le député de Bertrand.

**M. Parent (Bertrand):** En additionnelle...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Bertrand, en additionnelle.

**M. Parent (Bertrand):** Est-ce que le ministre ou son gouvernement a envisagé la possibilité d'organiser une coalition, un front commun, entre les différents intervenants, tant le patronat, le monde des affaires que les élus municipaux, pour précisément faire davantage de pressions auprès d'Ottawa afin que tous les intervenants de la grande région: rive sud, Montréal, le nord de

Montréal, puissent faire front commun? Est-ce que le ministre va faire des propositions et des démarches dans ce sens-là?

**Le Président:** M. le ministre du Commerce extérieur.

**M. MacDonald:** Il y a longtemps qu'on a pris les mesures nécessaires pour concerter les intervenants intéressés de la province de Québec dans son ensemble et plus particulièrement de la région de Montréal. Déjà, il y a eu des interventions publiques des quatre recteurs des universités de la région de Montréal qui ont des intérêts dans le domaine spatial. Il y a eu des interventions des membres et des représentants de la Chambre de commerce, du Board of Trade de Montréal et de la CIDEM. À ma connaissance, il doit y avoir une rencontre dans quelques jours de la présidente du Board of Trade, du président de la Chambre de commerce, du maire de Montréal, se rendant à Ottawa rencontrer le premier ministre... du moins on a demandé d'avoir une rencontre. Et si vous avez lu les journaux et écouté certaines des choses que nous avons dites, il y a eu également plusieurs autres intervenants avec lesquels nous nous sommes concertés.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Johnson (Anjou):** En additionnelle, M. le Président, au premier ministre qui va se souvenir de ces échanges, avec son ton un peu ironique, sur les parades du Québec à Ottawa. Est-ce qu'il pourrait m'aviser le plus tôt possible du moment que je dois inclure à mon horaire pour me rendre avec lui à Ottawa dans le cadre de cette demande?

**Des voix:** Ha! Ha!

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** M. le Président, j'avais utilisé le terme "parade" au moment où le chef de l'Opposition était intéressé à en faire partie. Ce n'est pas le cas actuellement.

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**Le Président:** M. le député de Lévis, en principale.

**Des voix:** ...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Lévis, en principale.

## La réglementation du commerce des valeurs mobilières

**M. Garon:** M. le Président, dans un article du journal **Globe and Mail**...

**Des voix:** ...

**Le Président:** S'il vous plaît:

**M. Garon:** ...d'hier, le 28 avril 1987, on apprend que le gouvernement de l'Ontario - parce qu'il ne semble pas que les journaux francophones soient plus au courant que le gouvernement du Québec - et le gouvernement fédéral se seraient entendus sur qui réglementera quoi dans le commerce des valeurs mobilières et, en cours de route, ont créé le commencement d'une agence nationale des valeurs mobilières. Par ailleurs, on sait que la réglementation qui touche ce secteur d'activité est de juridiction provinciale. On laisse entendre dans l'article du journal que le gouvernement fédéral réglementerait, selon cet accord, le commerce des valeurs mobilières s'il est fait par des institutions financières régies par une loi fédérale, ce qui signifierait la mise sur pied d'une réglementation par institution plutôt que par fonction, ce qui va à l'encontre de la position adoptée jusqu'à maintenant par le Québec.

Ma question s'adresse au ministre délégué à la Privatisation et responsable des Institutions financières. Est-ce qu'il peut nous dire, comme ministre responsable de ce dossier, s'il sait ce qui se passe dans les négociations hors cours entre l'Ontario et le fédéral, quelles sont les démarches qu'il a lui-même effectuées et quelle position il a défendue?

**Le Président:** M. le ministre délégué à la Privatisation et responsable des Institutions financières.

**M. Fortier:** M. le Président, je remercie le député de Lévis de porter à l'attention de cette Chambre un sujet très important. Comme il l'a dit, trop souvent la substance de ces discussions se retrouve surtout dans les journaux de langue anglaise. Il s'agit d'un sujet extrêmement important qui fait suite à une rencontre fédérale-provinciale que nous avons eue le mois dernier à Ottawa. Je lui dirais que ce désir du gouvernement fédéral de s'impliquer dans la réglementation des valeurs mobilières à travers le Canada remonte à plusieurs années mais qu'il y a peut-être une nécessité maintenant, du moins c'est la façon dont il le voit, d'harmoniser tout le secteur qui touche surtout ce qu'on appelle le marché exempté, "the exempt market" et qui touche les banques en particulier.

La position que nous avons fait connaître à Ottawa le mois dernier et que nous rappelons depuis ce temps est qu'il s'agit, bien sûr, d'un secteur touchant la

juridiction québécoise. Il n'est nullement question pour nous d'accepter que le fédéral s'implique dans un domaine aussi important pour notre avenir économique mais que, par ailleurs, nous sommes d'accord avec les objectifs poursuivis dans la mesure où il s'agit d'harmoniser avec les dix provinces canadiennes et, si nécessaire, avec le gouvernement fédéral, d'avoir un programme commun et surtout de s'assurer que le marché exempté, que "the exempt market" soit identique dans les dix provinces canadiennes.

**Le Président:** En conclusion, M. le ministre.

**M. Fortier:** Nos spécialistes sont à examiner cette entente dont nous avons reçu copie hier seulement. Au début de la semaine prochaine, je ferai connaître la position du gouvernement du Québec qui, d'une part, s'alignera sur la position constitutionnelle du Québec mais qui, d'autre part, ira dans le sens de faire avancer le dossier d'une façon pragmatique et d'une façon positive.

**Le Président:** M. le député de Lévis en additionnelle.

**M. Garon:** Puisque les discussions sont encore en cours entre les deux organismes, du fédéral et de l'Ontario, est-ce que le ministre considère normal que les discussions se poursuivent uniquement entre l'Ontario et le gouvernement fédéral puisqu'il s'agit de juridictions provinciales? Advenant une entente entre l'Ontario et le gouvernement fédéral, est-ce qu'il a l'intention, après avoir été dans la parade, d'accepter le "score" de la partie qui sera jouée sur la glace, après avoir été dans l'estrade?

**Le Président:** M. le ministre délégué à la Privatisation et responsable des Institutions financières.

**M. Fortier:** M. le Président, il faudrait comprendre que si le député de Lévis avait suivi le dossier, il saurait que ce qui a provoqué certaines négociations entre le gouvernement fédéral et la province de l'Ontario fait suite à un dépôt à l'Assemblée législative de l'Ontario d'une réglementation dans le secteur des valeurs mobilières en ce qui concerne la négociation de réciprocité et, surtout, les réglementations qui seraient définies uniquement par l'Ontario en ce qui a trait à des banques et à des institutions financières étrangères et qui, à certains égards, touchaient de toute évidence à une juridiction fédérale. Dans la mesure où je suis le premier à reconnaître avec lui que certaines propositions fédérales pourraient toucher certaines de nos juridictions, je crois

qu'il est clair que dans les négociations de réciprocité en ce qui concerne les conditions qui seraient faites à des institutions financières étrangères, ce dossier est très certainement également de juridiction fédérale. Donc, il y avait certaines matières à négociation puisque, de notre côté, nous reconnaissons d'emblée qu'en ce qui concerne ces négociations de réciprocité avec les pays étrangers, cela était de juridiction - je termine, M. le Président - fédérale. Il y avait donc un ou deux dossiers qui provenaient de la position de l'Ontario et qui ne touchaient pas les autres provinces canadiennes.

**Le Président:** M. le député de Lévis, en additionnelle.

**M. Garon:** Est-ce que le ministre est conscient que, selon un tel accord, des institutions faisant le même genre d'activités pourraient relever dans certains cas, selon qu'elles sont assujetties, qu'elles relèvent de la Commission des valeurs mobilières du Québec et, dans d'autres cas, les mêmes institutions pourraient, comme les banques, relever d'une réglementation du gouvernement fédéral? Est-ce que le ministre entend modifier les lois québécoises pour faire en sorte que, sur le territoire québécois, les différentes institutions soient assujetties aux mêmes réglementations?  
(15 h 50)

**Le Président:** M. le ministre délégué à la Privatisation et aux Institutions financières.

**M. Fortier:** Le député de Lévis sait très bien, M. le Président, que la Commission des valeurs mobilières du Québec... La loi qui a permis à la commission d'exercer sa juridiction dans le cas des banques qui ont demandé des permis restreints ou même dans le cas d'une banque qui a obtenu un permis de plein exercice pour une de ses filiales, le député sait fort bien que c'est la loi qui a été adoptée en 1983 alors que mes collègues et moi avons adopté avec le gouvernement les propositions qui nous avaient été faites à ce moment-là par le gouvernement précédent.

En ce qui concerne le dossier des valeurs mobilières, je suis sûr que si nous avons le temps de faire un débat plus approfondi nous constaterions qu'il y a une certaine unanimité des deux côtés de la Chambre pour défendre les intérêts du Québec. Je peux l'assurer que nous prendrons tous les moyens pour faire valoir le point de vue de cette Chambre devant les propositions du gouvernement fédéral.

**Le Président:** Je vais maintenant reconnaître un député de la formation ministérielle. M. le député de Limoilou,

question principale.

### Rôle accru à la SDC

**M. Després:** M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, responsable de la Société de développement des coopératives, a annoncé hier que la SDC aurait un rôle accru dans le développement coopératif au Québec.

Le ministre peut-il nous préciser de quelle façon sa décision permettra au gouvernement du Québec de participer plus activement au développement coopératif?

**Le Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** Merci, M. le Président. Je veux remercier le député de sa question. Je confirme ici même aujourd'hui, comme je l'ai fait hier, le maintien de l'existence de la Société de développement des coopératives. On sait qu'à l'occasion d'une consultation l'automne dernier... C'est inévitable, cela crée un peu d'incertitude quant au sort éventuel de l'organisme au sujet duquel on consulte le milieu...

Ce que j'ai décidé à la suite de cette consultation et pour répondre aux besoins du milieu coopératif, c'est de m'assurer qu'au-delà de la responsabilité de montage et d'aide financière, qui ont été l'apanage de la SDC depuis deux ou trois ans, l'expertise qu'on y a acquise en transigeant des dossiers d'entreprises coopératives se traduise dans l'aide technique, l'aide au démarrage d'entreprises coopératives de même que dans le suivi des activités de ces entreprises en complémentarité avec ce qui se fait par ailleurs dans le milieu coopératif pour d'autres organismes.

Il est évident, par ailleurs, que pour mieux cibler notre intervention, qui se fait à même l'argent de nos impôts, il était impératif de suggérer au milieu coopératif de contribuer également au développement économique des régions. C'est de cette façon que j'ai demandé à la SDC et à son nouveau conseil d'administration de faire preuve d'un préjugé favorable non seulement à l'endroit des entreprises constituées, selon moi, de coopératives mais également des entreprises qui ont un meilleur gage, de meilleures chances de succès, de permanence afin de redonner confiance au milieu coopératif et de lui permettre de contribuer à la création d'emplois et à des investissements partout dans les régions du Québec.

**Le Président:** M. le député de Shefford, question additionnelle. M. le député de Shefford, question additionnelle.

**M. Paré:** M. le Président, est-ce que le ministre reconnaît que, par cette décision, il confirme l'abolition de l'aide aux coopératives de développement régional et aux groupes-conseils?

**Le Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** M. le Président, il s'agit de regarder cela de façon globale. Effectivement, compte tenu de certains... Oui? Le député peut rire mais c'est comme cela qu'il faut administrer aussi.

Si, de façon globale, il y avait au point de vue de la performance certains manques qui nous amenaient à ne pas renouveler l'aide financière à certaines coopératives de développement régional, par ailleurs, ce que j'entends faire et ce que j'ai fait et confirmé c'est de compenser ces manques par, premièrement, le nouveau rôle d'aide technique de la Société de développement des coopératives; deuxièmement, dès le mois de juin prochain, par la nomination et la désignation de répondants dans les directions régionales du ministère de l'Industrie et du Commerce, de personnes qui s'occuperont de répondre aux demandes du milieu coopératif et, troisièmement, en m'assurant que dans chaque ministère, en collaboration avec mes collègues, nous puissions compter, dans le milieu coopératif, sur un interlocuteur désigné plus sensible aux besoins des coopératives qui font affaires non seulement avec le MIC, avec le Revenu, avec les Finances, l'Énergie, l'Agriculture mais également avec une vingtaine d'autres ministères selon les circonstances.

**Le Président:** M. le député de Shefford, question additionnelle.

**M. Paré:** Question additionnelle, M. le Président.

**Le Président:** Question additionnelle, M. le député.

**M. Paré:** Est-ce que le ministre reconnaît qu'en plus de ne pas favoriser le développement coopératif, puisque cela va être noyé dans les autres programmes, il pénalise des régions et agit de façon discriminatoire puisqu'il n'abolit pas les coopératives de développement régional et les groupes-conseils dans toutes les régions mais qu'il les maintient dans quatre régions et les abolit dans toutes les autres régions du Québec?

**Le Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce. M. le ministre.

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** La

réponse courte, M. le Président, c'est non. Je n'admet pas une telle affirmation de la part du député. Ce que je lui répète, par ailleurs, c'est que par la présence, grâce à des bureaux régionaux, du MIC, à la présence de personnes physiques spécialisées, sensibilisées au milieu coopératif, grâce à l'élargissement du rôle de la SDC, tel que je l'ai confirmé hier, je pense que nous avons pallié, et de loin, aux carences que pourrait dénoncer le député.

**Le Président:** M. le député de Laviolette, en principale.

#### **Les approvisionnements de bois à Matane**

**M. Jolivet:** Merci. Le 6 février dernier, le ministre délégué aux Forêts déclarait à propos des approvisionnements en bois pour le secteur de Matane et de Rivière-du-Loup, la phrase suivante: Premier arrivé, premier servi. Son ministre de tutelle, le ministre de l'Énergie et des Ressources déclarait, quelques jours plus tard, que, s'il manquait du bois pour les deux projets, le Québec pourrait même aller jusqu'à chercher du bois dans le Maine. Nous apprenions dernièrement que le ministre délégué aux Forêts en est rendu à vouloir aller chercher du bois à la fois sur l'île d'Anticosti et sur la Côte-Nord afin de doubler de 400 000 à 800 000 mètres cubes la garantie d'approvisionnement demandée par Donohue-Quebecor à Matane. Ma question est la suivante...

**Le Président:** S'il vous plaît!

**M. Jolivet:** Le ministre peut-il admettre que la forêt de l'île d'Anticosti n'est pas économiquement exploitable, premièrement. Que la forêt du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie ne peut endosser le niveau d'exploitation proposé sans mettre en difficulté la loi qu'il a lui-même adoptée, c'est-à-dire le principe du rendement soutenu et qu'en dernier...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Jolivet:** ...et qu'en dernier lieu, le ministre aura, avec son gouvernement, à prendre une décision entre le dossier de Matane et le dossier de Rivière-du-Loup et mettre en conséquence en difficulté le dossier de Matane?

**Le Président:** M. le ministre délégué aux Forêts.

**M. Côté (Rivière-du-Loup):** C'est un fait que nous avons tous voté pour la nouvelle Loi sur les forêts qui est basée sur le rendement soutenu des forêts. Je dirai à mon collègue, le député de Laviolette, que, lorsque nous parlons de garantie d'approvisionnement, aujourd'hui, c'est sérieux.

Dans le passé, on l'a trop fait sur papier. Quand on discute de ces questions, on le fait sérieusement et je peux l'assurer qu'il n'y a aucun problème d'approvisionnement à Matane et que c'est un dossier qui est très bien enclenché.

**Le Président:** Cette dernière question met fin à la période régulière de questions orales. Nous allons continuer les affaires courantes.

Cet après-midi, il n'y a aucun vote de reporté.

Motions sans préavis. Motions sans préavis. Mme la ministre... M. le chef de l'Opposition, motions sans préavis.

#### **Souligner la Semaine de l'action bénévole**

**M. Johnson (Anjou):** M. le Président, je voudrais présenter, avec le consentement du gouvernement, une motion visant à ce que cette Assemblée reconnaisse en cette Semaine de l'action bénévole, l'apport humain inestimable des travailleurs bénévoles quant à l'amélioration de la qualité de vie des Québécois et des Québécoises.

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Président:** Est-ce que l'Assemblée accepte de débattre cette motion? À l'ordre, s'il vous plaît!

**Mme Lavoie-Roux:** Nous l'acceptons avec plaisir parce que...

**Le Président:** Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

**Mme Lavoie-Roux:** ...parce que, de fait, je devais proposer cette motion, mais comme le chef de l'Opposition y tenait beaucoup, il m'a fait plaisir de lui céder ma place, et je me joindrai à ses bonnes paroles par la suite.

**Le Président:** Si j'ai bien compris, il y a consentement pour débattre cette motion. M. le chef de l'Opposition.

#### **M. Pierre Marc Johnson**

**M. Johnson (Anjou):** M. le Président, nous soulignons maintenant la Semaine de l'action bénévole au Québec.

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Chevette:** M. le Président, question de règlement.

**Le Président:** Sur une question de règlement, M. le leader de l'Opposition.

**M. Chevette:** Je pense que ce n'est

pas nécessaire de vous invoquer les articles du règlement pour vous dire qu'actuellement on entend à peine le chef de l'Opposition, et nous sommes dans son entourage immédiat.

**Le Président:** Si vous me permettez. Que tous les députés... S'il vous plaît, les motions sans préavis. Les affaires courantes ne sont pas terminées. Je demanderais à ceux qui veulent se retirer, de se retirer immédiatement. À l'ordre, s'il vous plaît! M. le chef de l'Opposition, vous avez la parole.

**M. Johnson (Anjou):** M. le Président, la Semaine de l'action bénévole a son importance. Je pense qu'il faut la souligner. Je pense que la ministre le reconnaît aussi. Et il est vrai que nous tenions à présenter cette motion. Nous en avons fait la demande au bureau du leader parce qu'il y a au Québec au-delà de 10 000 organismes bénévoles. On estime qu'il y a des centaines de milliers de personnes qui sont impliquées dans le bénévolat au Québec dans à peu près tous les domaines d'activité.  
(16 heures)

Il faut remarquer qu'il y a 85 % des activités des organismes bénévoles au Québec qui sont regroupées à la Fédération des centres d'action bénévole qui oeuvre dans le secteur de la santé et les services sociaux. Est-il besoin de répéter, de dire et de conclure, M. le Président, que le domaine de la santé et des services sociaux est un de ceux où le réflexe absolument humain de solidarité essentielle qui joue entre les gens en société se joue de façon particulière dans le secteur de la santé et des services sociaux, c'est-à-dire à des endroits où il y a des gens qui souffrent, à des endroits où des gens ont besoin d'un soutien qui aille au-delà du soutien institutionnel, mais qui soit aussi un soutien de tout ce qui vient avec une relation à la fois d'aide physique et d'aide affective des gens entre eux?

Il m'apparaît donc extrêmement important de souligner l'apport de tous ces organismes dans tout le Québec. Ces organismes qu'on appelle des organismes communautaires viennent en aide souvent aux hommes et aux femmes itinérants, aux femmes violentées, aux personnes âgées, aux jeunes délinquants, aux personnes mourantes chez elles, et aussi, dans le secteur des loisirs, de la culture et même de l'animation économique où il y a de nombreux organismes bénévoles, on le sait.

M. le Président, il faut que l'État reconnaisse cette réalité. Il ne s'agit pas ici de prétendre que le bénévolat remplacera la vocation essentielle de l'État, en termes de soutien aux personnes qui subissent des problèmes à cause de l'absence de santé, d'inéquités sociales ou de disparités de richesse. Il faut reconnaître que le bénévolat, dans notre société, sera appelé à

jouer un rôle de plus en plus grand. Pourquoi? Non seulement parce que l'État n'a pas tout à fait les ressources qu'il avait avant la crise économique, mais, essentiellement, parce que, ultimement, si l'on fait une projection des besoins humains dans chacun des secteurs d'activité de l'État, on pourrait en arriver à la conclusion fort simple qu'au Québec, il n'y aurait que l'État et que la société civile serait parfaitement dépourvue d'organisation pour que les gens manifestent des réflexes de solidarité humaine qui les amènent, à toutes fins utiles, à se comporter les uns envers les autres comme des citoyens et qu'on mette fin à ce qui est, malheureusement, quelque chose qui s'est incrusté à une certaine époque dans notre société: une sorte de syndrome de l'abdication des gens qui considèrent qu'au fond, l'État doit répondre à tout et qu'il doit venir en aide à tous.

Oui, l'État doit faire en sorte que la richesse se distribue et que les services soient donnés. L'État doit, dans la mesure du possible, dans l'ensemble des secteurs, s'assurer du caractère universel de certains de ses programmes, surtout dans le secteur social et de la santé, mais il ne pourra pas répondre à toutes les exigences de la nature humaine. En ce sens, la société civile, qui s'organise par le bénévolat, mérite une reconnaissance de l'Assemblée nationale, non seulement à travers cette motion, mais aussi, peut-être, à travers certaines mesures qui pourraient être prises par les gouvernements.

Je pense, notamment, à ce stade-ci, à deux éléments très concrets. Ces éléments sont les suivants. Premièrement, l'État devrait inciter les établissements d'enseignement, qui font de l'éducation permanente ou de l'éducation des adultes, à favoriser la reconnaissance des stages de bénévolat qui ont été importants, solides, sérieux et constants et qu'on crédite cette période d'activités des gens. Alors que de nombreuses personnes, à 35, 40, 50 ans, retournent au collège ou à l'université pour aller chercher un diplôme dans un secteur, il faudrait s'assurer que l'immense majorité des établissements d'enseignement supérieur chez nous reconnaisse l'implication bénévole comme une activité que l'on peut créditer, au même titre que d'autres expériences de travail dans la société.

Deuxièmement, je pense à une chose très concrète, presque élémentaire qu'est la question des stationnements dans les hôpitaux. Il y a, dans mon comté d'Anjou comme dans de nombreux autres endroits du Québec, des citoyens qui, bénévolement, vont reconduire des personnes âgées, des personnes handicapées ou des personnes malades à l'hôpital, parce que ces gens doivent subir un traitement ou voir un médecin de façon périodique aux cliniques externes. Ces personnes, qui font du bénévolat, se trouvent

à devoir se rendre à l'hôpital et payer pour le stationnement. Ces gens, déjà, dépensent du temps, de l'énergie et, en pratique, rendent un service considérable, non seulement aux personnes, mais aussi à la société. Est-ce qu'on ne devrait pas s'organiser pour que, dans les hôpitaux du Québec notamment, des sortes de laissez-passer puissent être émis à des organismes bénévoles qui offrent le transport aux patients qui ont besoin de services périodiques? Je pense que ce serait une façon très concrète et très quotidienne, de la part de l'État, de reconnaître ce que signifie pour lui l'importance de cette implication des citoyens dans le domaine de la santé et des services sociaux.

Finalement, je dirai, M. le Président, que nous ne pouvons que déplorer que les budgets consentis à ces organismes qui sont en partie financés pour certaines de leurs activités par l'État, que ces budgets aient été gelés sous le présent gouvernement et en dépit du fait que le ministre responsable du trésor ait déposé le plus gros budget de dépenses que le Québec n'a jamais connu. Sur 30 milliards, il n'y avait rien comme fonds additionnels pour l'ensemble de ces organismes bénévoles qui oeuvrent dans tous ces secteurs d'activités au Québec. C'est pour ces raisons, M. le Président, que nous souhaitons voir cette résolution adoptée. Merci.

**Le Président:** Je cède la parole à Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux, responsable de la politique familiale.

**Mme Thérèse Lavoie-Roux**

**Mme Lavoie-Roux:** M. le Président, il me fait plaisir, au nom de ma formation politique et également en mon nom personnel, à titre de ministre de la Santé et des Services sociaux, de m'associer à la semaine québécoise de l'action bénévole qui a lieu du 26 avril au 2 mai, sous le thème de "Les travailleurs bénévoles - une ressource humaine importante". Je dirais même que c'est une ressource humaine essentielle et que d'ailleurs, si on refaisait l'histoire du bénévolat au Québec depuis les débuts, on verrait que, dans de nombreux domaines et sous des formes diverses, le bénévolat a toujours fait partie de nos traditions avec des accents plus ou moins prononcés à un moment ou l'autre. Aujourd'hui, avec l'augmentation des loisirs, avec la prise en charge par des citoyens des besoins de leurs concitoyens, on voit se développer le bénévolat d'une façon vraiment très marquée.

Comme on le faisait remarquer, il y a plus de 10 000 organismes bénévoles qui travaillent à l'amélioration de la qualité de vie de tous et de chacun. Par leur capacité d'innover et par leur dynamisme, ces

individus contribuent à renforcer le tissu social. Dans le domaine de la santé et des services sociaux, ils sont très présents pour aider les familles, les femmes, les jeunes en difficulté, les personnes handicapées ou âgées. Ils sont également actifs en matière de promotion de la santé physique et mentale et ainsi qu'en prévention de l'alcoolisme et des autres toxicomanies.

Mon ministère, M. le Président, par son programme de soutien aux organismes communautaires, apporte son concours au développement et au soutien technique de groupes bénévoles. Pour l'année 1987-1988, nous dépasserons probablement le cap des 30 millions en sommes allouées aux différents organismes bénévoles du Québec. Je pense que c'est là un signe tangible de la reconnaissance que l'État veut accorder à toutes ces personnes qui, dans différents domaines, travaillent au mieux-être de leurs concitoyens.

Je tiens toujours à rappeler que les bénévoles sont un peu comme un moteur de l'évolution des mentalités dans une société et rappeler qu'à cet égard un grand nombre d'initiatives qui, dans le passé, ont été prises particulièrement à l'endroit des personnes handicapées, qu'il s'agisse de personnes handicapées intellectuellement, et un peu plus près de nous, tous ces nouveaux projets qui sont pris en main par des bénévoles et par des associations pour les ex-psychiatrisés, nous indiquent bien que sont ces bénévoles qui ont fait des pressions auprès des gouvernements successifs pour les alerter face à des besoins que, peut-être, les gouvernements voyaient mais qu'ils ne mettaient pas en tête de liste de leurs priorités. Dans ce sens, je pense que dire que toutes ces associations et tous ces bénévoles contribuent largement à l'évolution sociale de notre société, c'est fort évident. (16 h 10)

M. le Président, je veux les remercier ainsi que tous ceux et celles qui oeuvrent dans d'autres secteurs d'activité que la santé et les services sociaux, qu'il s'agisse du domaine des loisirs et des sports, qu'il s'agisse même de politique. Ils permettent à la démocratie aussi de s'exercer. À toutes ces personnes, je veux exprimer nos remerciements les plus sincères et les assurer de notre appui. Je sais que souvent elles souhaiteraient que cet appui soit encore plus généreux, plus substantiel, mais je peux vous dire qu'elles demeurent en tête de liste de nos priorités, dans la mesure où l'allocation des ressources permet d'augmenter les montants qui leur sont déjà consentis. Pour nous, le bénévolat est une ressource humaine indispensable, unique et incomparable. Je vous remercie.

**Le Président:** Je reconnais maintenant Mme la députée de Marie-Victorin.



**Mme Cécile Vermette**

**Mme Vermette:** Merci, M. le Président. Toute action bénévole, si petite soit-elle, si peu significative qu'elle paraisse, mérite d'être accomplie. De même aucun bénévole n'aurait raison de croire que ce rôle est à ce point secondaire qu'il pourrait être supprimé. Les groupes populaires et organismes bénévoles jouent un rôle complémentaire aux institutions de santé et de services sociaux. Ils ont la connaissance des problèmes du milieu, l'initiative de prévenir et de trouver des solutions. Ils agissent auprès des groupes: des groupes de jeunes, des femmes, des personnes âgées, des personnes handicapées, des sans-abris, des toxicomanes et aussi des malades mentaux. Ces groupes offrent des services directs à la population. Il faut permettre le maintien des services déjà existants et le développement des initiatives provenant du milieu. Les énergies des bénévoles doivent être dirigées vers l'atteinte de leur objectif et la réponse aux besoins du milieu. Ces organismes sont confrontés à des problèmes de sous-financement, hélas! trop souvent, et dépensent leurs énergies aux tâches administratives, aux campagnes de financement, bref à assurer leur propre survie d'année en année. Nous assistons donc, en cours d'année, à la fermeture de maisons de jeunes, de maisons pour femmes violentées, alors que l'on sait que cette ressource est réellement importante dans le milieu.

Un financement adéquat des groupes bénévoles ne signifie pas la disparition du bénévolat mais, bien au contraire, la possibilité d'établir une planification à long terme, de diriger leur action pour répondre aux problèmes de la population. Les groupes communautaires et organismes bénévoles ont dénoncé l'absence d'une politique de financement claire et définie. Actuellement, les groupes de bénévoles ont accès aux budgets régionaux du maintien à domicile, au budget provincial du soutien aux organismes bénévoles, aux différents programmes émanant de divers ministères et paliers de gouvernement. Le présent mode de financement, venant de sources différentes, revêt un caractère ponctuel et aléatoire et suscite le mécontentement de tous.

La Fédération des centres d'action bénévole du Québec, devant la commission Rochon, le Regroupement des groupes populaires et les organismes bénévoles d'Abitibi-Témiscamingue, lors du sommet économique tenu en avril dernier, ont réclamé une attribution de fonds répartie sur trois ans, permettant une planification et des actions à plus long terme. Une réévaluation des critères de financement, basée à partir du nombre de gestes posés, mais aussi à partir de la qualité et de la quantité

d'énergie déployée pour influencer la mentalité des citoyens à passer d'assistés à responsables demeure importante. C'est pourquoi nous croyons que les critères de sélection des demandes de subvention devraient être repensés et allégés. Les politiques de subvention doivent tenir compte des disparités régionales, des régions éloignées, des distances, des mentalités, des problèmes sociaux. Un groupe bénévole ayant développé une expertise dans un milieu ou une région spécifique doit être considéré comme une ressource privilégiée et recevoir un financement adéquat qui permet une intervention suivie et appropriée. Les subventions gouvernementales ne doivent pas être coupées lorsque les organismes bénévoles bénéficient de subventions en provenance du secteur privé.

Le bénévolat ne doit pas être considéré comme un remède miracle à tous les maux de la terre. La reconnaissance de l'action bénévole se situe au niveau d'une reconnaissance verbale et passe aussi par la voie d'une politique adéquate de financement. Le bénévolat ne doit pas être la panacée pour masquer la décroissance des budgets dans le contexte actuel des restrictions budgétaires. Bien au contraire, le bénévolat, dans la plus humble de ses manifestations, permet à celui ou à celle qui l'exerce d'avoir une part active dans l'établissement d'une société plus juste et plus humaine.

**Le Vice-Président:** Je reconnais maintenant M. le député de Laurier.

**M. Christos Sirros**

**M. Sirros:** Merci, M. le Président. Il me fait également plaisir, très brièvement - je sais que le chef de l'Opposition attend avec hâte de se lever sur la motion qu'il présente - de m'associer à la motion soulignant la Semaine de l'action bénévole au Québec. Je pense que c'est effectivement un sujet qui pourrait faire l'objet d'un débat assez intéressant et même assez long quant aux sujets qui ont été abordés sur le financement de l'action bénévole, sur les différentes possibilités de poser des gestes concrets pour appuyer l'action bénévole.

Une chose m'a frappé, M. le Président, en cette fin du XXe siècle. Nous sommes à treize ans de la fin du XXe siècle, et, souvent, la notion du bénévolat est associée, dans la tête de plusieurs personnes, à des choses qui ont émergé peut-être au début du siècle. Aujourd'hui, on la traduit peut-être plus sous forme d'actions communautaires ou d'implications communautaires par le biais d'associations de toutes sortes, mais, pour moi, le fond demeure le même. C'est-à-dire qu'il s'agit de gens qui prennent de leur temps pour appuyer une chose à laquelle ils croient, qui

donnent de leurs énergies pour aider d'autres personnes dans des situations précises, ou même, de façon plus générale, en aidant autrui.

C'est dans ce sens que je voulais me joindre au chef de l'Opposition et à mes autres collègues de l'Assemblée nationale pour souligner la Semaine de l'action bénévole au Québec. Je pourrais simplement signaler que je suis d'accord sur le fait qu'il n'y a peut-être pas eu jusqu'à maintenant, de la part d'aucun gouvernement, une politique claire et précise quant au financement des groupes bénévoles. Quant à moi, il y a aussi une implication de l'entreprise privée ou de la société en général, si vous voulez à l'extérieur de l'État structuré, qui a aussi à jouer pour appuyer l'action bénévole. Il faut souhaiter que nous puissions arriver à avoir des critères et une politique de financement de l'action bénévole et des groupes communautaires.

Quant aux ressources que nous mettons à leur disposition, il est clair que, dans le budget global, elles sont peut-être minimes, mais il y a quand même eu, depuis un an et demi, un effort de progression qui pourrait être qualifié d'important, étant donné qu'on est passé de quelque 25 000 000 \$, au sein du ministère de la Santé et des Services sociaux, à près de 30 000 000 \$, montant auquel, je pense, on arrivera prochainement, pour appuyer les groupes bénévoles qui oeuvrent dans le secteur de la santé et des services sociaux.

Avec tout cela, je voudrais tout simplement rendre hommage, avec mes autres collègues, à toutes ces personnes impliquées au sein de toutes sortes de groupes bénévoles, que ce soit pour les personnes âgées, les hôpitaux, les malades, les personnes handicapées, les groupes de femmes, etc. Comme on le soulignait, il y a plus de 10 000 groupes qui oeuvrent dans ce domaine. Merci.

**Le Vice-Président:** Le débat étant terminé, est-ce que cette motion de M. le chef de l'Opposition pour souligner la Semaine du bénévolat, est adoptée?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. Mme la ministre des Affaires culturelles et vice-première ministre.

#### **Condoléances à la famille de M. Claude Jutra**

**Mme Bacon:** M. le Président, j'aimerais avoir l'assentiment de la Chambre pour présenter la motion suivante: "Que les membres de cette Assemblée soulignent leur tristesse à la suite de la disparition récente de Claude Jutra, en offrant leurs

condoléances à sa famille et à tous les proches qui l'ont aimé."

**Le Vice-Président:** Est-ce qu'il y a consentement pour discuter de cette motion? Consentement. Mme la ministre des Affaires culturelles et vice-première ministre.  
(16 h 20)

#### **Mme Lise Bacon**

**Mme Bacon:** M. le Président, depuis la récente disparition du cinéaste Claude Jutra, la population québécoise, d'abord atterrée, a pu apprécier la qualité de plusieurs témoignages de compagnes ou de compagnons de route de Jutra. Les uns ont apprécié son talent, son sens professionnel, son amour pour le cinéma québécois. Et, pour d'autres, Claude Jutra fut l'un de ces pionniers d'un cinéma de qualité au Québec, un être avant tout humain, que traversaient plusieurs émotivités, de l'amour à la haine, de la satisfaction à la révolte, de l'ordre établi à l'anarchie la plus complète. Une oeuvre complète et bien accomplie en dedans d'une carrière bien remplie dont plusieurs ne pouvaient se douter d'une fin aussi soudaine et tragique.

Soulignons également que Claude Jutra fut un interprète du cinéma québécois dans plusieurs rôles remarquables. De l'ensemble des témoignages évoqués ces derniers jours, le thème de la liberté cher à Claude Jutra aura retenu mon attention, cette liberté, une richesse que, souvent, l'on possède sans l'apprécier pleinement à sa valeur, qui a caractérisé et déterminé l'environnement professionnel de Claude Jutra. À relire les titres de ses oeuvres, on y sent une forte odeur de liberté, souhaitée d'ailleurs par tous les artistes et, pourquoi pas? par chacun des individus dans notre société.

Né à Montréal, le 11 mars 1930, Claude Jutra était un adepte du cinéma. Il entame et réussit ses études en médecine puis retourne au cinéma. En 1956, il écrit, réalise, interprète et monte **Pierrot de bois** et il entre ensuite à l'Office national du film et tourne un documentaire sur les Jeunesses musicales en collaboration avec Maurice Blackburn. Des titres évocateurs mieux connus comme **A tout prendre, Mon oncle Antoine, Kamouraska, La Dame en couleur, Pour le meilleur et pour le pire**, suffisent pour tenter de deviner ce qui animait véritablement l'esprit de Claude Jutra. Une liberté que Claude Jutra n'a cessé de traduire concrètement tout au long de sa vie et même au cours de ses études pendant lesquelles, dit-on, il ne se conformait que par tradition familiale tout en s'adonnant à son passe-temps favori en s'occupant de ciné-club. Pourtant, d'aucuns affirment que, depuis sa production **A tout prendre**, Claude Jutra ne retrouvera plus

cette liberté comparativement au climat de ferveur qui régnait à l'époque. Cette impression n'a pas empêché Jutra de continuer à aimer cette liberté, à travailler pour elle et à penser pour elle.

Jusqu'au moment où sa disparition soit formellement connue, les proches de Claude Jutra auront vécu une séparation difficile, auront partagé des espoirs finalement déçus et la pensée d'un retour incertain. Dans de tels moments, l'optimisme nous permet de croire que le pire ne se produira jamais. Pourtant, tel ne fut pas le cas. Mais nous garderons en mémoire le talent de Claude Jutra et son attachement pour cette liberté qui parfois nous échappe sans qu'on le veuille.

Je dis donc merci à tous ceux et celles qui ont aidé et soutenu Claude Jutra tout au cours de sa vie. Je les remercie d'avoir contribué à nous faire connaître un homme de talent, un homme doté d'une sensibilité à l'égard de la condition humaine et qui nous lègue des leçons de société dont nous saurons tirer profit. L'acharnement et le talent de Claude Jutra devraient également servir d'exemple à ceux et celles qui croient en l'avenir d'un cinéma québécois de qualité. Mais, pour parvenir à un tel niveau, on doit être en mesure, à l'instar de Claude Jutra, de bien saisir les problématiques d'ensemble qui dessinent une société tout en ne négligeant pas les détails d'une production cinématographique de qualité. Telle est probablement la base sur laquelle reposait tout le sens des valeurs de Claude Jutra, bien connaître sa société pour pouvoir décrire les détails par l'image, le son, la couleur et la sensibilité.

Jutra n'aura pas déçu ses proches non plus que l'ensemble des Québécois qui ont pu admirer le fruit de son travail sur les écrans. Ses oeuvres vont toujours demeurer bien présentes et nous rappeler sa grande sensibilité. Nous nous souviendrons de la façon avec laquelle il articulait les problèmes bien contemporains de chez nous.

Pour toutes ces raisons, M. le Président, je demande l'assentiment de cette Assemblée pour appuyer une telle motion tout en saluant la soif de liberté de Claude Jutra, un homme brillant, rigoureux et inventif comme le titrait **La Presse** du 24 avril dernier. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Je cède maintenant la parole à M. le député de Mercier.

**M. Gérald Godin**

**M. Godin:** Merci, M. le Président. Le cinéaste Claude Jutra était mon voisin au Carré Saint-Louis et mon ami. Je le vois encore chaque jour passer devant chez moi pour aller prendre son café aux Gâteries où je l'ai souvent accompagné moi-même. On a

beaucoup parlé de lui depuis quelques mois au Québec mais, malheureusement, pour parler de son état physique, de sa maladie et de sa disparition possible beaucoup moins que de ses films. Il faut donc déplorer que ce soit beaucoup plus le côté spectaculaire de sa fin qui a attiré l'attention des gens que ses propres oeuvres qui, à mon avis, méritaient beaucoup plus d'attention et d'intérêt quand elles furent faites que ce dont elles ont bénéficié.

Donc, au-delà de sa fin, M. le Président, il faut se souvenir que ses films ont marqué l'histoire du cinéma québécois et même du cinéma mondial. Ainsi, **À tout prendre** a été le modèle dont se sont inspirés un grand nombre de cinéastes étrangers avec l'invention de ce qu'on appelle la caméra stylo, c'est-à-dire la caméra qui était devenue pour le cinéaste l'instrument qui le suivait partout où il allait et qui notait, au fur et à mesure qu'ils se passaient, ses émotions et ses sentiments.

D'autre part, M. le Président, avec **Mon oncle Antoine**, le film le plus vu au Canada et au Québec, le chef-d'oeuvre canadien du cinéma québécois, nous pouvons dire que Claude Jutra a atteint la profondeur la plus grande qu'on puisse trouver dans le cinéma d'ici et a décrit la société québécoise dans son ensemble plus profondément que n'importe quel autre cinéaste.

Aussi, est-ce avec beaucoup d'émotion que je me joins à ma collègue, la ministre des Affaires culturelles, pour offrir, au nom de l'Opposition, mes condoléances à sa famille, au cinéma québécois ainsi qu'au peuple québécois qui perd ainsi un de ses interprètes les plus brillants. M. le Président, merci.

**Le Vice-Président:** Le débat étant terminé, est-ce que cette motion présentée par Mme la vice-première ministre et ministre des Affaires culturelles est adoptée?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

Nous allons maintenant passer aux avis touchant les travaux des commissions. M. le leader du gouvernement.

**Avis touchant les travaux des commissions**

**M. Gratton:** Oui, M. le Président. J'avise l'Assemblée que, demain, le jeudi 30 avril, de dix heures à 12 h 30, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission des institutions procédera à l'étude détaillée des projets de loi suivants dans l'ordre indiqué: le projet de loi 1, Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977, et, deuxièmement, le projet de loi 162, Loi sur les arrangements préalables de

services funéraires et de sépulture. J'indique, M. le Président, que cet avis est sujet à confirmation entre les leaders parlementaires plus tard au cours de la séance d'aujourd'hui.

Le **Vice-Président**: Très bien. J'ai également un avis à transmettre. Je vous avise que la séance de travail de la commission des affaires sociales qui était prévue pour le 30 avril 1987 se tiendra plutôt aujourd'hui, le 29 avril, après la période des affaires courantes à la salle 80 de l'Hôtel du Parlement.

Je comprends que, de consentement, nous suspendons maintenant cette étape de nos travaux concernant les avis touchant les travaux des commissions et nous y reviendrons à 17 h 45 pour informer l'Assemblée d'un avis touchant les travaux de la commission de l'Assemblée nationale.

Nous passons maintenant à l'étape des renseignements sur les travaux de l'Assemblée. Y a-t-il quelques questions? Il n'y a aucune question à ce sujet. Ceci met donc fin à la période...

**M. Chevette**: M. le Président...

Le **Vice-Président**: Oui.

**M. Chevette**: ...qu'on appelle la motion du mercredi au nom du député d'Anjou.

Le **Vice-Président**: Très bien. Nous arrivons donc aux affaires du jour.

**Motion proposant que l'Assemblée réclame du gouvernement qu'il n'adhère pas à la constitution sans obtenir des pouvoirs accrus**

Puisque c'est mercredi, nous en sommes aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition et, plus principalement, nous allons entreprendre le débat sur la motion présentée par M. le chef de l'Opposition, motion qui se lit comme suit: "Que cette Assemblée réclame du gouvernement qu'il n'engage pas l'avenir du Québec en adhérant à la constitution sans obtenir des pouvoirs spécifiques accrus confirmant notre identité nationale, garantissant la reconnaissance du droit exclusif de l'Assemblée nationale de disposer, sur son territoire, des questions linguistiques reliées à l'éducation et à l'administration de la justice et assurant les progrès économiques et sociaux du Québec."

Le débat sur cette motion durera deux mercredis, soit aujourd'hui et mercredi prochain. À la suite d'une rencontre avec les leaders, il a été convenu que le temps accordé par notre règlement pour le débat de cet après-midi sera partagé en parts égales entre les deux formations politiques présentes à cette Assemblée. Il s'agit d'une enveloppe de temps pour chacune des formations politiques sans aucune limite à

l'intérieur pour chacun des intervenants, évidemment sujet à la limite de temps de son propre parti.

Puisque c'est la motion de M. le chef de l'Opposition, je reconnais maintenant M. le chef de l'Opposition.

**M. Pierre Marc Johnson**

**M. Johnson (Anjou)**: Merci, M. le Président. Le dossier constitutionnel est un dossier important. En général, nos concitoyens, je l'ai déjà dit, ne donnent pas l'impression de se battre dans les autobus quand on parle de constitution, parce que cela a l'air d'une affaire qui est faite seulement pour les avocats et pour les politiciens. Mais une constitution, c'est important pour tous les gens. Dans une société démocratique, la constitution régit les rapports entre les différents organismes qui détiennent le pouvoir dans la société et, dans le cas du Québec, la constitution la plus importante qui s'applique à lui en ce moment, à ce moment-ci de son histoire, c'est la constitution du Canada. La constitution du Canada, M. le Président, prévoit une série d'institutions, mais elle régit aussi les rapports entre le Québec et l'État central et les rapports entre le Québec et les citoyens comme les rapports entre l'État central et les citoyens. Une constitution, en principe, M. le Président, est censée être appuyée sur un certain nombre de valeurs. Ah! il faut les chercher dans la constitution canadienne, M. le Président! (16 h 30)

Quand elle a été adoptée en 1867, en Angleterre, il n'y a pas eu un grand débat sur les valeurs qui unissaient les gens au nord du continent nord-américain. On y a introduit, en 1982, une charte des droits qui est un univers de valeurs, mais qui n'a rien inventé. La liberté de religion, la liberté d'association, la liberté d'expression, les libertés fondamentales dans notre société ont préexisté de beaucoup à la fameuse charte canadienne que le ministre des Relations internationales admire comme un veau d'or.

C'est donc important une constitution, parce que ce qu'il y a dedans peut affecter le fonctionnement de la société, les droits des citoyens. En ce moment, le Québec et le Canada discutent de l'adhésion du Québec à la constitution canadienne. Ces discussions ont eu la caractéristique de se faire à huis clos jusqu'à maintenant. C'est un dossier pourtant extrêmement important parce qu'il peut engager l'avenir du Québec. Moi, savoir ce qui n'aurait pas dû ou peut-être aurait dû être fait en 1982, je vous avoue honnêtement qu'aujourd'hui ça ne m'intéresse pas tellement. On est en 1987 et je ne pense pas que l'enjeu constitutionnel pour le Québec soit de savoir comment il va défaire le passé. C'est de savoir comment il va voir son avenir.

C'est ça, le problème en ce moment du côté du gouvernement québécois. On présente l'enjeu constitutionnel et l'adhésion du Québec à la constitution du Canada comme étant: Savez-vous, si on essayait d'effacer 1982... alors que ce n'est pas ça qui devrait être en cause. Pourquoi ce n'est pas ça qui devrait être en cause? Parce que la constitution canadienne s'applique aujourd'hui sur notre territoire tous les jours. Il y a des gens qui, tous les jours, plaident devant les tribunaux des droits qui leur sont conférés ou, enfin, leurs avocats plaident des droits qui leur sont présumément conférés par la constitution canadienne.

C'est ainsi qu'il y a des dizaines de causes en matière de réglementation qui s'appliquent à des gens dans le commerce, l'affichage ou d'autres qui sont plaidées devant les tribunaux en invoquant les textes constitutionnels du Canada. Donc, soyons clairs. Je veux bien croire que le Québec n'a pas signé la constitution de 1982 mais le Québec fait partie juridiquement du Canada. Qu'on se sorte de la tête cette espèce de fantaisie joyeuse de l'esthète constitutionnel qu'est le ministre responsable du dossier, qu'on se sorte de la tête cette fantaisie que le Québec ne fait pas partie du Canada. Le Québec est soumis à la constitution canadienne même s'il ne l'a pas signée. Ça, c'est un fait clair.

Quel intérêt aurait donc le Québec à signer la constitution canadienne? Bien, le Québec aurait intérêt, présumément, dans le système fédéral, à signer s'il va chercher des choses, pas confirmer le statu quo, pas accepter les affronts du passé et on n'en parle plus. Si on veut que le Québec adhère à la constitution du Canada, il faut que le Québec y trouve son intérêt, mais le Québec, jusqu'à maintenant, M. le Président, je ne suis pas sûr qu'il va y trouver son intérêt. Pourquoi? Parce qu'on assiste, dans le déroulement de ce dossier comme dans son contenu, à une faiblesse incroyable du Québec. D'abord, une faiblesse au niveau du processus, dans la mesure où là, on parle des règles de droit qui vont régir les rapports entre le Québec et le reste du Canada et entre les Québécois et les tribunaux dans toutes sortes de matières extrêmement importantes.

L'immigration, par exemple, c'est extrêmement important pour l'avenir du peuple québécois. Mais on discute de ça, M. le Président, pas à partir d'un texte; on discute de ça à partir d'une conférence de presse d'un ministre qui la change, qui la dilue, des propos du premier ministre qui sont caractérisés par la frivolité dans ces questions-là. On sait que le premier ministre n'est pas très versé dans les questions juridiques, mais ce n'est pas un drame. À la rigueur, si on était sûr qu'il confie cela à des gens qui ont conscience de ce que

signifie un rapport de forces, plutôt que simplement s'imaginer, M. le Président, que le droit constitutionnel est un exercice d'esthétique, peut-être qu'on serait plus rassuré mais on ne l'est pas.

Ce qu'on a pour le moment, c'est un table des matières. Le seul document présent qu'on a vu autour de cette question, c'est un extrait d'une lettre de Brian Mulroney, premier ministre du Canada, à ses homologues provinciaux, à la veille de la conférence du lac Meach. Le seul fait de la publication de cette lettre en dit long. D'abord, on en a des extraits. On n'a pas la lettre au complet. On a des extraits publiés par un journaliste qui a eu la chance ou la débrouillardise d'être celui qui bénéficiait de la fuite ou de l'indiscrétion de quelqu'un. Je vais vous dire que cela n'en mène pas large dans un dossier d'une chose aussi importante que cela.

Deuxièmement, ce qu'on a comme documents, ce sont les déclarations de l'attaché de presse du premier ministre du Canada, M. Lortie, qui expliquait à des journalistes dans les couloirs ce qu'était le sens du droit de veto du Québec. Mais cela n'a aucune allure, M. le Président. On parle des droits du Québec. On parle de l'avenir de notre peuple. On parle d'un processus qui pourrait l'engager longtemps et peut-être en l'affaiblissant. Et ce à quoi on assiste, ce sont des attachés de presse qui donnent des commentaires, des pirouettes fantaisistes de la part du ministre, puis une légèreté de la part du premier ministre du Québec. Cela n'a aucun sens. Ce n'est pas un stand de patates frites. C'est du droit constitutionnel. C'est l'ensemble des institutions qui vont régir nos rapports.

La reconnaissance que le Québec ferait, dans ce processus, d'un certain nombre de choses qui, même si elles s'appliquent à lui, sur le plan juridique, font que le Québec pourra toujours invoquer, quand il aura bâti un rapport de forces adéquat, qu'il veut des changements. Mais, en ce moment, il n'y a pas de rapport de forces.

Déjà, M. le Président, alors qu'on n'a même pas de texte, même pas de position officielle, des références du premier ministre du Québec tantôt à des résolutions du conseil national ou je ne sais plus quoi du Parti libéral, tantôt au programme ou à **Maîtriser l'avenir**, ou à des articles de journaux, ou à un soupir ou une érucation juridique de son ministre. M. le Président, on a déjà vu la notion de recul du Québec. Déjà! Et il ne faut pas s'en surprendre parce que tout cela se fait en catimini.

D'ailleurs, c'est ce qui faisait dire à quelqu'un en 1971, c'est drôle, dans des circonstances un peu analogues où l'actuel premier ministre était premier ministre du Québec et s'était rendu dans l'Ouest canadien pour discuter de constitution, ce qui

faisait dire à un auteur célèbre: "Le premier ministre devra à l'avenir, dans les conversations avec les autres gouvernements, se montrer plus ferme, plus net, à tous les stades de la procédure. Il devra aussi éviter les huis clos interminables où on s'évertue à lui extorquer des concessions et des engagements. Il devra, enfin, miser moins sur la diplomatie secrète et davantage sur l'opinion publique du Québec."

C'était M. Claude Ryan qui disait cela en 1971. J'espère que le premier ministre va l'écouter aujourd'hui. Cela s'applique tellement dans le contexte actuel, bien qu'il faut dire que les demandes actuelles du Québec sont incroyablement inférieures à celles de 1971 et de Victoria.

Il faut sortir cela de l'anonymat, M. le Président, que cela vienne sur la place publique maintenant. Il ne faut pas attendre que les jeux soient faits et que le Québec, après cela, soit pris, peinturé dans un coin. Faiblesse de contenu. Faiblesse de processus, faiblesse de contenu de la part du gouvernement libéral.

(16 h 40)

Si je compare la position constitutionnelle du gouvernement du Québec en 1985, déposée par celui qui vous parle alors qu'il était ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, oh! je ne prétends pas que c'est un texte... je ne pourrais pas me pavaner et sortir ma couronne comme le député de Jean-Talon. C'est un texte de 33 pages, mais qui disait quelque chose. Ce n'était pas une table des matières puis du placotage à l'Assemblée nationale. C'était un texte clair. Peut-être que les gens pouvaient ne pas l'accepter, peut-être qu'on m'en citera des extraits tronqués tout à l'heure - c'est la spécialité de l'ancien professeur de la Faculté de droit de l'Université Laval - mais il y avait là une cohérence, une position claire du Québec et une position publique du Québec.

Quand je compare la table des matières du ministre, pas la position, M. le Président, il n'y a pas de position, il n'y a pas de texte. Juste en regardant sa table des matières, il n'y a rien dans les demandes du gouvernement libéral sur la langue. Il n'y a rien pour protéger le droit civil du Québec contre une interprétation des juges du "common law" à partir de la Charte canadienne des droits et libertés. En matière de veto, cela m'a l'air qu'il faut attendre le prochain communiqué de presse. Rien sur le pouvoir de désaveu et de réserve de l'État fédéral. Rien sur la main-d'œuvre, une façon de planifier l'emploi intelligemment au Québec. Rien sur le développement économique. Sur l'immigration, une position faible dans la mesure où on la connaît. On sait déjà que c'est moindre presque que l'entente Couture-Cullen. Rien sur les communications. Rien sur le mariage et le

divorce et le droit civil du Québec. Rien sur le prolongement international de nos compétences. Rien sur la Cour supérieure du Québec.

M. le Président, ce n'est pas une position constitutionnelle. C'est un bâillement parce qu'on se dit que dans le fond les gens ne sont pas intéressés. On va bâiller un peu de constitution. Cela ennuie les gens, alors on n'en parlera pas trop fort. On va jouer ça à bas bruit. C'est l'avenir du Québec qui est en cause ici. Mais c'est une position tellement faible que c'est ce qui faisait dire au **Globe and Mail**, de Toronto, où j'ai passé deux jours, d'où j'arrive... Le **Globe and Mail** a décidé que c'est important que le Québec signe. C'est à pleine page d'éditorial depuis deux jours.

On dit: Si le Canada anglais manque la chance de signer avec le Québec, "this will mean the loss of a historic opportunity, because never in recent memory has Quebec sought so little in exchange to signing the Constitution and, in effect, rejoining Confederation". Ça veut dire quoi, M. le Président? Ça veut dire que ce journal de Toronto, qui est un journal d'une extrême influence au Canada anglais, qui a sûrement le rayonnement que le **Devoir** a et a déjà eu ou a encore, je devrais dire, au Canada français et au Québec français, le **Globe and Mail** considère que c'est le temps de signer parce que jamais les demandes du Québec n'ont été aussi basses.

Je regarde ce qui se passe au Québec, cependant. Je me rends compte qu'au Québec, par contre, il y a des personnalités, des juristes, des syndicalistes, des sociologues, des politologues qui ont publié un texte récemment et qui eux disent non, Québec ne doit pas signer dans de telles conditions. Position de base du gouvernement du Québec: trop faible, dangereuse. On va engager l'avenir du Québec sans tenir compte, notamment, de la nécessité pour le Québec d'avoir sur son territoire l'exclusivité des pouvoirs en matière linguistique tel que le demandait la position constitutionnelle du gouvernement précédent au mois de mai 1985, de la nécessité pour le Québec au moment où il aborde ce dossier de réclamer une protection du droit civil québécois.

Je m'explique, M. le Président. Nous vivons sur le seul territoire en Amérique du Nord qui a un régime de droit civil, à l'exception, je dois le dire, de l'État de la Louisiane qui, en partie, a de la législation d'inspiration du Code Napoléon. Ça veut dire quoi, en pratique, ça? Ça veut dire, en pratique, que ça fait 300 ans chez nous qu'on régit les rapports entre les personnes en matière de mariage, en matière d'hypothèque, en matière de droit des contrats, en matière de propriété privée, en matière de droit des enfants dans un système de droit qui est le nôtre qui s'appelle le

Code civil du Québec. Or, la Charte canadienne des droits et libertés va être appliquée par des centaines de juges dans tout le Canada qui sont des juges non pas de droit civil, mais des juges de "common law", qui est un système juridique très différent du nôtre. De façon systématique, M. le Président, ces juges vont intervenir dans les questions qui touchent les rapports entre les personnes dans notre société, ce qui est l'objet de notre droit civil et de notre charte des droits et libertés. Ces juges vont intervenir et, graduellement, vont changer la nature même du droit civil québécois. Quand nous réclamions et quand nous réclamons encore que le Québec obtienne du Canada de faire en sorte que ce soit sa charte des droits et libertés, qui s'applique sur son territoire et qu'elle soit appliquée par les tribunaux de son territoire, c'est parce qu'il faut faire en sorte que notre droit civil à nous, élaboré par nos législateurs depuis 300 ans, reste entre les mains de nos législateurs de formation civiliste et non pas des gens de "common law". C'est cela.

En pratique, qu'est-ce que c'est pour un citoyen? Je vais vous en donner un exemple, M. le Président. En vertu de la charte canadienne, on peut plaider la liberté de religion dans toutes sortes de circonstances. Un citoyen d'obédience sikh, cette religion d'une partie de l'Inde, du Sri Lanka ou du Pakistan, a plaidé récemment devant un tribunal à Vancouver qu'étant donné que, dans sa religion, il doit porter un turban quand il est devant les autres, la Commission de la santé et de la sécurité du travail ne pouvait pas lui imposer à la place de son turban de porter un casque métallique sur un chantier de construction. Cela a l'air de rien, mais c'est cela les décisions qu'on prend en société. Est-ce qu'on considère que les lois de santé et de sécurité, ultimement, peuvent amener des conflits entre la vision que peuvent avoir des juges de l'extérieur de chez nous, d'une formation différente de chez nous, jusqu'où va la liberté de religion et ce qu'est la décision d'un Parlement qui dit: Nous autres, sur les chantiers, il faut que le monde porte un casque en métal?

C'est pour cela que c'est important que le Québec réclame aussi de faire en sorte que l'Assemblée nationale du Québec contrôle également l'ensemble du domaine des droits et libertés. C'est pour cela, M. le Président, qu'il faut que ce gouvernement exige des autres provinces du Canada, qu'en toutes matières, sur les questions linguistiques, c'est ce Parlement, M. le Président, qui décidera et non pas les juges de la Cour suprême et non pas le Parlement du Canada et non pas une assemblée au scotch et aux cigares de neuf premiers ministres des autres provinces. Les questions linguistiques sont trop fondamentales pour nous.

J'entends déjà les ergotages de l'ancien

professeur de droit, de nous dire: Bien oui, nous avons la juridiction! Mais non, nous n'avons pas la juridiction. Il y a, en ce moment, à la Cour supérieure à Montréal, cinq avocats de langue française qui plaident devant elle la demande suivante: Nous demandons que le tribunal ordonne à la Cour d'appel de nous donner des jugements en langue française chez nous. Pourquoi sont-ils obligés de plaider cela, M. le Président? Ce n'est pas à cause de la loi 101, c'est à cause de la constitution canadienne et c'est en vertu de la constitution canadienne que les tribunaux, en ce moment, peuvent se permettre de rendre des jugements pour des justiciables francophones au Québec en langue anglaise. C'est aussi simple que cela, M. le Président.

Quand j'entends le ministre venir nous dire qu'on a juridiction en matière linguistique, je lui dis que c'est du placotage et de la basse démagogie. Quand j'entends ce même ministre venir nous dire: Oui, en matière d'éducation, on a toute la juridiction, je lui réponds, M. le Président, que c'est faux, que l'article 23 de la charte canadienne limite les pouvoirs du Québec en matière d'éducation linguistique. Quand ce ministre nous dit que: Non, il n'y a pas de problème avec la charte, je lui réponds, M. le Président, que d'autres articles de cette charte pourront graduellement être invoqués pour faire reculer les droits linguistiques du Québec devant les tribunaux. C'est pour cela, M. le Président, que nous considérons qu'il est étonnant et regrettable à la fois de constater que les propositions constitutionnelles du gouvernement en ce moment semblent séduire beaucoup plus le Canada anglais que les Québécois.

(16 h 50)

Le premier ministre, qui gardera peut-être ce ministre ou aura recours à un autre après la rencontre du lac Meach, devrait être conscient qu'il engage l'avenir du Québec, et qu'on n'engage pas l'avenir du Québec sur des questions aussi fondamentales en utilisant de petits bouts de mots sur un coin de table. On n'engage pas l'avenir du Québec par conférences de presse interposées ou par coulage partiel de début de documents. On n'engage pas l'avenir du Québec par des confidences ou des propos dits de confidences de fonctionnaires dans les restaurants, le soir.

L'avenir du Québec présupposerait que ce gouvernement décide de déposer maintenant, le plus rapidement possible, un document des demandes constitutionnelles du Québec. Ces demandes, pour nous, devront contenir que le Québec réclame la pleine juridiction de ce Parlement sur les questions linguistiques, la pleine juridiction de ce Parlement pour protéger, dans l'application de la charte canadienne, contre l'interprétation de la "common law", son

droit civil, la pleine juridiction de ce Parlement en matière d'immigration, et non pas une éventuelle partie de l'entente Cullen-Couture mise dans la constitution canadienne qui, à toutes fins utiles, après une signature, donnerait au Québec moins de pouvoirs qu'il n'est allé en chercher en 1978 dans une entente administrative. Des pouvoirs pour le Québec en matière d'administration de la justice, en matière de mariage et de divorce et des pouvoirs pour le Québec en matière économique, dans le secteur de la main-d'œuvre, dans le secteur des communications, dans le secteur du développement régional, le prolongement des compétences internationales du Québec, ce qui fait qu'on peut se tenir debout et dire: Oui, c'est cela, un peuple distinct. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à M. le ministre des Relations internationales et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

#### M. Gil Rémillard

M. Rémillard: M. le Président, l'Opposition présente aujourd'hui une motion pour que le Québec réclame compétence en matière linguistique. Je devrais d'abord souligner que c'est assez paradoxal de voir l'Opposition venir nous demander de réclamer des choses du gouvernement fédéral, mais je reviendrai tout à l'heure sur cet aspect.

M. le Président, face à cette motion, notre première réaction, évidemment, est de dire: Mais que veut vraiment l'Opposition? Que veut l'Opposition? On a assez de problèmes à demander des choses qu'on n'a pas, l'Opposition voudrait qu'on demande des choses qu'on a, parce que le Québec a la compétence de légiférer sur la langue. La preuve la plus éloquente que nous puissions avoir, c'est évidemment la loi 101. Il y a deux limites à cette compétence du Québec sur sa langue. Tout d'abord, un article qui nous vient du début même de la fédération canadienne, l'article 133, cet article qui crée le bilinguisme tant au niveau du Parlement canadien qu'ici, à l'Assemblée nationale, ou dans nos cours de justice.

Ce que veut le chef de l'Opposition, c'est d'empêcher un collègue député anglophone d'utiliser la langue anglaise ici à l'Assemblée nationale? Est-ce que c'est ce que veut le chef de l'Opposition? Est-ce qu'il veut empêcher un député francophone de la Chambre des communes, un sénateur francophone du Sénat d'utiliser la langue française au Parlement canadien? Pour nous, c'est clair. Nous voulons respecter cette obligation de bilinguisme institutionnel qui est établie depuis que cette fédération existe à l'article 133 de l'Acte constitutionnel de 1867. Nous l'acceptons avec plaisir. Et cela

ne touche en rien la compétence du Québec en matière de langue pour protéger le fait francophone québécois.

Deuxième limite, l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, ce que nous appelons la clause Canada, cette clause qui permet à des parents qui ont reçu leur instruction au primaire en anglais, dans une province canadienne, d'inscrire leurs enfants dans une école anglaise au Québec. C'est ce qu'on appelle la clause Canada. Et on serait contre cela, comme Canadiens? Qu'à des anglophones qui viennent ici s'établir au Québec, on refuse le droit d'inscrire leurs enfants dans une école de langue anglaise? Même le précédent chef du Parti québécois, M. René Lévesque, l'écrit, d'ailleurs, en toutes lettres d'une façon, devrais-je dire, fort éloquente aussi, dans son livre très intéressant Attendez que je me souviene. Il dit: Moi, je serais en faveur de cette clause Canada. Mais on lui a imposé la clause Québec, comme on lui a imposé aussi bien d'autres choses, évidemment. On connaît la suite de l'histoire.

Mais, voilà la situation, voilà le tableau linguistique actuel, une compétence du Québec, comme province, sur la langue, deux limites que, nous, nous acceptons. Nous acceptons parce que nous sommes Canadiens. Nous acceptons parce que nous sommes profondément Québécois, parce que nous croyons que le Québec doit vivre pleinement cette caractéristique francophone qui le caractérise et qu'il doit avoir en main tous les instruments pour développer ce fait francophone.

Je voudrais être clair sur un point concernant cette rencontre que nous aurons demain au lac Meach, où le premier ministre du Québec rencontrera les premiers ministres des neuf autres provinces et le premier ministre du Canada. Je voudrais être clair sur un point. Le Québec n'a pas de proposition. J'entendais le chef de l'Opposition parler tout à l'heure des propositions du Québec. Le Québec n'a pas de proposition. Le Québec va à cette rencontre informelle dans un camp, dans une résidence de villégiature, pour discuter de problèmes constitutionnels, bien sûr, pour discuter des possibilités de faire du Québec un partenaire majeur comme il l'a toujours été dans cette fédération canadienne, comme le Québec l'a toujours été avant que nous connaissions un gouvernement péquiste.

Après neuf ans de gouvernement péquiste, jamais, dans toute l'histoire du Québec, le Québec n'est sorti aussi affaibli qu'après ces neuf ans. Un référendum sur une question ambiguë; personne n'y comprenait quoi que ce soit. Une négociation constitutionnelle où le gouvernement péquiste s'est fait avoir comme des petits boy-scouts en culottes courtes, un chapeau trop grand qui les empêchait de voir. Le 16 avril 1981,



dans un hôtel de Montréal, deux jours après avoir reçu un nouveau mandat des électeurs du Québec, le 16 avril 1981, reconnaissance du principe de l'égalité de toutes les provinces.

(17 heures)

Deux jours après avoir été élus - réélus, vous avez raison - réélus par les Québécois, on vient reconnaître le principe de l'égalité de toutes les provinces. On vient sacrifier pour un plat de lentilles le droit de veto du Québec. C'est cela qu'on a fait et, maintenant, dans quelle situation sommes-nous? On est dans une situation où on doit retrouver ce pouvoir du Québec de dire non, un amendement constitutionnel qui va à l'encontre de sa spécificité du fait qu'il est une société distincte, retrouver ce pouvoir de dire non à l'amendement qui va à l'encontre du fait que le Québec est un partenaire majeur de cette fédération.

M. le Président, cela ne sera pas facile, mais nous ne sommes pas des quêtés. Le Québec n'est pas quémendeur. Le Québec ne dira pas: S'il vous plaît, voulez-vous nous arranger cela, réparer les gaffes qui ont été faites par le précédent gouvernement. Non, M. le Président, il n'en est pas question et c'est la raison pour laquelle nous n'avons pas de proposition. Il y aura des propositions dans la mesure où on nous offrira des conditions, du côté fédéral et du côté des autres provinces, qui respectent les principes fondamentaux que nous avons énoncés et qui se retrouvent dans ce programme électoral.

Cinq conditions. Nous avons fait campagne sur ces cinq conditions. On n'a pas eu peur pendant toute la campagne électorale, nous, d'en parler de la constitution. Je me suis promené dans toutes les régions, du Québec j'en ai parlé de la constitution, j'ai énoncé ces cinq conditions et chacune de ces cinq conditions, M. le Président, sous-tend justement la question linguistique, la sécurité culturelle pour le Québec, cette obligation que nous avons de donner à nos Québécois et à nos Québécoises les instruments nécessaires pour faire face au défi de l'excellence auquel nous sommes confrontés d'une façon tellement évidente maintenant. M. le Président, notre première condition est fondamentale, elle est au fondement même de toutes les autres conditions que nous pouvons avoir, c'est celle de reconnaître le Québec comme société distincte, de reconnaître que ce Canada, ce pays auquel nous croyons, est fondé sur le principe de la dualité, deux communautés nationales, francophone et anglophone. Québec, société distincte; pas peuple, société distincte. Le Québec est peut-être un peuple. Oui, il est un peuple. Les Québécois sont des hommes et des femmes qui se sentent, bien sûr, un lien d'affinité par une histoire, par une langue, par une culture, mais nous

sommes beaucoup plus que cela parce que la notion de langue, ce n'est pas une notion qui est nouvelle dans notre droit constitutionnel. À l'article 35 de la constitution de 1982, on parle des peuples autochtones, des droits des peuples autochtones.

Les Québécois, M. le Président, sont plus qu'un peuple parce que les Québécois sont politiquement organisés. Nous avons notre système juridique, notre droit civil, notre système d'éducation, notre façon d'être économique. Nous sommes politiquement, socialement, économiquement organisés. Ce que nous voulons, c'est qu'on puisse reconnaître dans la constitution que nous sommes une société distincte. Ce que nous voulons, c'est que cela soit une règle d'interprétation qui puisse servir ensuite aux tribunaux pour interpréter tous les autres articles de toute la constitution, de celle de 1867 comme de celle de 1982, et qui va permettre aux tribunaux de s'y référer pour donner à la constitution sa réelle signification, et c'est important, M. le Président. Ce peut être important dans des questions linguistiques. On connaît la charte des droits. Le chef de l'Opposition parlait de la charte des droits tout à l'heure, la Charte canadienne des droits et libertés. Oui, c'est important une constitution. Oui, c'est important que dans une constitution on puisse retrouver une charte où l'on garantit à ces hommes, à ces femmes qui décident de faire un État que certaines libertés, certains droits seront garantis, seront protégés contre l'action du gouvernement.

M. le Président, on ne peut que se réjouir qu'il y ait cette charte dans la constitution canadienne et cette charte comprend ce qu'on a appelé une clause "nonobstant". Et c'est bizarre, M. le Président, c'est bizarre parce que je n'ai pas entendu tout à l'heure le chef de l'Opposition me parler de cette clause "nonobstant", une clause qui permet au gouvernement de faire des lois à l'encontre de certains droits fondamentaux, lorsque les intérêts de la collectivité doivent l'emporter sur certains intérêts des individus. Et ça se peut, dans certains cas, pour certaines fins, ça se peut qu'on vive des situations comme ça. Et, qu'a fait le précédent gouvernement? Il a utilisé cette clause "nonobstant" systématiquement. Dans tous les projets de loi qui ont été votés par ce gouvernement à la suite de 1982, à la suite du rapatriement, il a utilisé systématiquement cette clause "nonobstant", privant les Québécois, les Québécoises de leurs droits fondamentaux garantis par la constitution, prenant en otage la population du Québec pour des négociations constitutionnelles, avec les résultats qu'on connaît.

M. le Président, c'est bizarre que tout à coup le chef de l'Opposition oublie cette clause. Lorsqu'on nous dit que la Charte

canadienne des droits et libertés va mettre en péril notre droit civil, nos traditions, si on était dans une situation où cette charte pouvait mettre en péril notre droit civil ou tout autre élément qui fait partie de notre culture d'une façon fondamentale, nous pourrions utiliser cette clause "nonobstant" qui s'applique aux articles 2 et 7 à 15 et qui touchent les principaux aspects justement qui pourraient avoir des influences, comme l'a dit le chef de l'Opposition, sur le droit civil ou d'autres.

C'est la raison pour laquelle nous insistons pour que cette société distincte qu'est le Québec soit reconnue dans la constitution, pour qu'on puisse s'y référer pour interpréter les lois qui pourraient être interprétées par les tribunaux à la suite d'une contestation en fonction de la Charte canadienne des droits et libertés.

C'est là qu'on va trouver le fondement de cette sécurité culturelle dont nous avons besoin, le fondement de cette compétence linguistique que nous avons et que nous allons confirmer par cette disposition qui consacrera dans la constitution le fait que nous sommes une société distincte et qui sera complétée par le principe que ce Canada est fondé sur une dualité: Deux grandes communautés, la communauté francophone et la communauté nationale anglophone.

Ces deux principes sont essentiels pour nous et nous n'accepterons pas qu'on les encadre de façon qu'ils n'aient plus de signification. Nous voulons des principes qui ne soient pas nécessairement que des symboles, pas seulement des symboles mais des réalités concrètes qui puissent servir le Québec à confirmer son rôle concernant la sécurité culturelle des Québécois et des Québécoises de notre société.

C'est la même chose pour les demandes que nous avons concernant, par exemple, l'immigration. Ce que nous demandons au niveau de l'immigration, c'est toujours une condition qu'on retrouve dans le programme du Parti libéral **Maîtriser l'avenir**. Nous demandons d'avoir la compétence de choisir nos immigrants. C'est important, nos immigrants, parce que nous avons le taux de natalité le plus bas au monde dans le monde industrialisé après l'Allemagne de l'Ouest. 1,4 %, c'est notre taux de natalité alors que normalement une société, pour simplement maintenir sa population, doit avoir 2,1 % de taux de natalité. Nous avons 1,4 % et nous devons faire quelque chose. Une politique familiale, bien sûr, mais aussi l'immigration qui devient très importante pour nous. (17 h 10)

Pour garantir cette sécurité culturelle, ce que nous demandons, c'est de pouvoir choisir nos immigrants, mais nous demandons aussi, Mme la Présidente, d'avoir compétence exclusive sur les moyens pour intégrer ces

immigrants dans la société québécoise, pour leur donner le goût du Québec, le goût de demeurer avec nous, le goût de partager ce défi que nous avons, le goût de vivre comme les Québécois vivent, et cela se fait par des cours de langue, cela se fait par des cours de formation pour les informer sur nos institutions, etc. Cela est une demande à laquelle nous tenons. C'est une demande qui est essentielle pour nous. Voilà qui regarde directement la question de la langue.

Ce ne sont pas des symboles que nous recherchons. Je me permets de revenir sur la clause "nonobstant". On nous disait: Il faut utiliser systématiquement la clause "nonobstant", il faut empêcher les Québécois et les Québécoises de jouir des droits constitutionnels qu'ils ont dans la constitution pour manifester un symbole, à savoir que nous sommes contre la Charte canadienne des droits et libertés. Un symbole. On voudrait qu'on se flagelle sur la place publique et qu'on nous dise: Mon Dieu! qu'ils ont de la peine, cela leur fait donc mal.

Mais qu'est-ce que vous voulez, Mme la Présidente, que cela fasse à M. le premier ministre de la Colombie britannique, à M. le premier ministre de l'Alberta, à M. le premier ministre de Terre-Neuve, au premier ministre du Canada? Qu'est-ce que vous voulez que cela leur fasse que le gouvernement du Québec, en guise de protestation, prive ses propres citoyens des droits et libertés qui leur reviennent de par le texte constitutionnel? Qu'est-ce que vous pensez que cela peut leur faire?

Non, nous ne prendrons pas la population en otage de négociations constitutionnelles. Il n'en est pas question. Ce que nous voulons c'est récupérer les droits historiques du Québec qui ont été perdus pendant ces neuf années de gouvernement péquiste. J'ai mentionné tout à l'heure que nous n'avons pas de proposition. J'ai dit que nous aurons des propositions dans la mesure où cette rencontre qui est informelle... Depuis un an, nous discutons d'une façon tout à fait informelle. Pourquoi? Parce que nous voulons éviter de nous retrouver à une table formelle de négociation, à une conférence constitutionnelle où on devrait dire: Écoutez, non, ce n'est pas possible, ce n'est pas acceptable.

Ce qu'on a dit, c'est: Écoutez, cette situation on ne l'a pas voulue. Elle nous a été imposée. Alors, dites-nous ce que vous êtes prêts à faire pour qu'on redevienne ce partenaire majeur de la fédération. On veut devenir ce partenaire majeur de la fédération. On veut réintégrer la fédération canadienne sur le plan politique comme on devrait le faire. On veut partager avec vous nos responsabilités comme partenaire de cette fédération et réformer nos institutions, comme le Sénat, ou réformer le partage des compétences législatives entre les deux

ordres de gouvernement. Mais dites-nous ce que vous êtes prêts à nous offrir. Ce n'est pas à nous à venir avec des propositions comme vous l'avez fait. Vous avez fait des propositions. Eh! Près de 27 ou 28. En fait, c'est difficile de compter les propositions que vous avez faites, propositions que vous avez faites sans aucun lien, dans un geste beaucoup plus électoraliste que sérieux en fonction des droits du Québec.

Vous avez demandé tous ces droits et vous avez dit: C'est effrayant ce que vous nous avez fait. Vous nous avez mis à la porte, enfin toutes les expressions que vous avez pu utiliser, et ensuite on va frapper à la porte puis on dit: Voulez-vous qu'on revienne? Voici nos demandes. Voulez-vous qu'on revienne? Il n'est pas question qu'on fasse cela. Il n'en est pas question. Il y aura des propositions du Québec dans la mesure où il y aura des propositions du gouvernement fédéral et des neuf autres provinces qui respecteront les principes fondamentaux qui sous-tendent nos cinq conditions, sans cela il n'y aura pas de propositions. C'est clair.

Et je veux assurer à cette Chambre que l'on ne négociera pas sans informer adéquatement cette Chambre. Nous ne négocions pas actuellement. Il n'en est pas question. Nous discutons et nous voyons ce qu'ils peuvent nous offrir et dans la mesure où on pourra se rendre compte, peut-être bien au lac Meach, peut-être bien demain, la possibilité est là, elle est mince... Elle est très mince. Ce sera difficile, très difficile, mais elle est là. Sans cela on n'ira pas. Sans cela le premier ministre du Québec ne se déplacera pas. Mais si, à la suite de cette rencontre, le premier ministre voit que nous pouvons discuter sérieusement sur la base des principes fondamentaux que nous voulons voir respectés, il pourra demander au premier ministre du Canada de convoquer une réunion formelle, une conférence formelle à Ottawa, pour réunir tous les premiers ministres du Canada et discuter de la question constitutionnelle pour en arriver à une entente.

Dans ce cas, Mme la Présidente, je peux assurer cette Chambre qu'avant d'aller à cette rencontre, il y aura commission parlementaire, et qu'avant d'aller devant cette commission, il sera possible d'étudier la situation telle qu'elle se présente, que ce soit en fonction de propositions fédérales et des autres gouvernements des autres provinces, ou que ce soit - et la possibilité est là aussi - que le Québec fasse des contre-propositions à ce qui aurait pu être proposé. Les deux scénarios sont possibles à ce moment-ci. Mais je veux assurer cette Chambre que nous allons la consulter pour avoir les lumières de l'Opposition et peut-être aussi d'autres personnes qui peuvent nous aider à améliorer la situation. Ce que

nous voulons, c'est que ce débat puisse se tenir à un niveau plus haut que la simple partisanerie. Ce n'est pas de la politiquerie qu'on veut faire. Ce n'est pas de la politiquerie qu'on doit faire sur des questions aussi importantes pour le Québec. Ce que nous voulons, c'est associer l'Opposition dans la discussion franche que nous devons avoir. Nous croyons que nos cinq conditions sont des bases solides pour pouvoir juger s'il y a une volonté politique suffisante du côté des neuf autres provinces et du gouvernement fédéral pour nous permettre d'entamer ces négociations constitutionnelles formelles. Mais, pour le moment, ce n'est pas le cas.

Quand on le fera, on le fera avec un mandat de l'Assemblée nationale. D'autre part, je voudrais souligner en plus à l'Opposition qu'il est impossible maintenant de modifier la constitution du Canada sans revenir dans les Assemblées législatives et faire voter une résolution confirmant cet amendement. C'est donc dire qu'en plus il va falloir revenir avec l'amendement qu'on aura négocié, revenir ici devant cette Assemblée et faire voter cette résolution. Donc, je voudrais rassurer l'Opposition parce que c'est notre désir le plus profond d'avoir un mandat clair de cette Assemblée qui représente l'autorité politique du Québec et de faire en sorte que nous puissions le mieux possible, en toute conscience, défendre les droits du Québec, récupérer ce qui a été perdu ce 16 avril 1981 et aussi par d'autres gestes par la suite.

Mme la Présidente, j'ai mentionné que ce ne sera pas facile demain au lac Meach d'en arriver à une entente, mais qu'il y a espoir, qu'il y a toujours espoir. Il y a, évidemment, un point qui sera discuté probablement très vigoureusement et sur lequel nous serons inflexibles. C'est sur ce droit pour le Québec de dire non à un amendement constitutionnel qui va à l'encontre de son statut de partenaire majeur de cette fédération, qui va à l'encontre du fait que le Québec est une société distincte. Je peux vous assurer que ce gouvernement ne bougera d'aucune façon sur ce principe de dire non. Nous allons au lac Meach d'une façon très ouverte. Nous allons au lac Meach avec quand même l'espoir que l'on pourra trouver un terrain d'entente. Mais nous n'allons pas au lac Meach en quêteurs, en quémandeurs. Nous irons au lac Meach conscients de notre responsabilité comme gouvernement de faire en sorte que le Québec puisse avoir cette sécurité culturelle, cette sécurité qui lui permettra d'avoir un fondement à la réunification de ses forces pour qu'on puisse vraiment devenir un partenaire majeur dans cette fédération et faire en sorte aussi qu'on puisse relever ce défi de l'excellence qui est nôtre plus que jamais maintenant.

(17 h 20)

Mme la Présidente, lorsqu'on demande de voter une résolution pour que le Québec demande des droits linguistiques exclusifs, je dis que l'Opposition, malheureusement, encore une fois, comprend peu de choses en droit constitutionnel. Nous allons demander ce dont nous avons besoin, pas ce que nous avons déjà. Nous allons demander ce que nous considérons comme essentiel en fonction des principes auxquels nous croyons. Nous avons énoncé ces principes en fonction de nos cinq conditions: Il faut que le Québec soit reconnu comme une société distincte. Il faut qu'on reconnaisse ce principe de la dualité dans le Canada. Il faut qu'on reconnaisse la compétence du Québec en matière d'immigration. Il faut qu'on puisse donner un cadre d'action à ce pouvoir de dépenser qui, là aussi, implique des questions linguistiques. Lorsque le gouvernement fédéral dépense ici des sommes d'argent, verse des montants inconditionnellement ou conditionnellement sans qu'il y ait coordination des niveaux de gouvernement, ce que nous voulons, c'est que nous puissions travailler étroitement avec le gouvernement fédéral. Quand c'est un champ de compétence provinciale, que nous soyons maître d'oeuvre de notre développement tant social qu'économique. M. le Président, là encore, c'est une question linguistique. Et bien sûr, nous allons être inflexible sur le droit de veto du Québec, le pouvoir de dire non à un amendement, comme je l'ai expliqué tout à l'heure. C'est dans ce contexte. Il y a aussi la question de la Cour suprême où le Québec tient à être partenaire, à être impliqué directement, tant au niveau de l'initiative qu'au niveau du processus de nomination des trois juges à la Cour suprême qui viennent du Québec.

Voilà, Mme la Présidente, les cinq conditions du Québec qui sont claires, qui sont énoncées. Nous n'avons pas de proposition. Nous aurons des propositions si nous voyons que le gouvernement fédéral, les neuf autres provinces du Canada peuvent nous offrir des éléments nécessaires au respect des principes fondamentaux que sous-tendent ces cinq conditions. Voilà, Mme la Présidente, ce que je voulais signifier au sujet de cette motion qui est tout à fait superflue et qui, il me semble, aurait pu représenter une discussion plus intéressante justement à la veille de cette discussion du lac Meach. Merci.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Maintenant, je vais céder la parole au député de Taillon en lui rappelant qu'il reste 20 minutes à sa formation. M. le député de Taillon.

**M. Filion:** Vous avez dit 20 minutes.

**La Vice-Présidente:** Il reste 20 minutes, M. le député de Taillon.

#### M. Claude Filion

**M. Filion:** Merci. Mme la Présidente, on n'est pas au bout de nos surprises avec le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Croyez-le ou pas, mais à quelques heures de la rencontre du lac Meach, le ministre, son gouvernement, le premier ministre, cet après-midi, nous apprend quelque chose d'assez extraordinaire. Voilà une rencontre au lac Meach qui a pour but de négocier l'appartenance constitutionnelle du Québec au Canada. Voilà que le ministre nous apprend cet après-midi, aujourd'hui, durant la période de questions et durant son discours, il nous le répète: Le Québec n'a pas de proposition.

J'ai rarement vu une personne se présenter à une table de négociations, de discussions, d'échange de vues et ne pas avoir de proposition. C'est la dernière trouvaille du gouvernement libéral qui, depuis 18 mois, depuis son entrée en fonction, tergiverse sur la question constitutionnelle, patine, se contredit, modifie ses conditions et, maintenant, on apprend le bout du bout: Il n'y a pas de proposition. Le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes nous disait tantôt avec grande pompe: Nous n'irons pas en quémailleurs au lac Meach. Nous pouvons lui dire ceci: À ce moment-là, vous y allez en innocents. Il n'y a pas un représentant autorisé, légitime d'un peuple, il n'y a pas un gouvernement digne de ce nom qui se présenterait à une table de négociations constitutionnelles sans avoir de propositions, à moins que le gouvernement libéral nous serve sa dernière trouvaille: que les cinq conditions nettement insuffisantes qu'il met de l'avant depuis plus d'un an ne sont pas des propositions. À ce moment-là, je les inviterais à consulter leur dictionnaire.

Cela m'inquiète douloureusement, comme Québécois, de voir que nos représentants, formant malheureusement la majorité en cette Chambre, se déplacent pour aller rencontrer les représentants des neuf autres provinces ainsi que les représentants du gouvernement central sans aucune proposition. Cela, c'est la dernière trouvaille, moins de 24 heures avant la rencontre du lac Meach. Il n'y avait que le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et il n'y avait que le premier ministre pour faire preuve d'une telle insouciance.

Dans les mois qui viennent, à partir de demain, le peuple québécois jouera son avenir. Le ministre nous entretient du passé. Les jeunes Québécois, la génération active au Québec veut avoir de l'action sur le plan constitutionnel, elle ne veut pas se faire ressasser les phobies du ministre en ce qui

concerne le passé. La constitution - comme le soulignait tantôt le chef de l'Opposition, peut-être que les gens ne se battent pas dans les autobus, surtout qu'ils ne roulent pas à Montréal - il faut le comprendre, ce sont les pans de mur d'une société, ce sont les règles du jeu d'une société qui régiront les rapports entre les différentes provinces, entre les différents peuples formant le Canada, qui régiront les rapports entre les provinces et le gouvernement central. On traite cela comme si c'étaient des peccadilles. On change constamment de position et on arrive, à peine douze heures avant cette rencontre, en disant: Vous savez, nous, on va au lac Meach, mais on n'a pas de proposition.

Jouer l'avenir du peuple québécois avec une telle désinvolture constitue de l'insouciance déréglée de la part des responsables de notre avenir collectif, de l'insouciance téméraire. J'aimerais bien, demain, être assis à la table avec le ministre des affaires canadiennes qui nous a dit aujourd'hui: Écoutez, nous, on n'a pas de proposition. Cela va bien, dans ce temps-là? Qui mène le bal? Qui dirige l'orchestre lorsqu'on a affaire à des gens qui ne savent pas où ils vont?

Les cinq conditions - il faut se comprendre, j'y reviendrai tantôt - avancées par le gouvernement libéral depuis plus d'un an sont nettement insuffisantes, nettement en bas d'un plancher moindrement décent pour assurer le développement et l'avenir collectifs de notre nation.

(17 h 30)

Qui a le poids au Québec, actuellement? Est-ce que c'est le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et le premier ministre et un conseiller constitutionnel du premier ministre ou, pour citer des gens qui sont capables ici de réflexion au-delà des grandes séances d'autogratisation du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, Maurice Arbour, professeur de droit constitutionnel à l'Université Laval - j'en cite quelques-uns - Claude Belleau, professeur de droit à l'Université Laval, Jean-Guy Belley, de la même université, Guy Bouthillier, professeur de sciences politiques à l'Université de Montréal, Henri Brun, professeur de droit constitutionnel à Laval, Roger Deslauriers, de Trois-Rivières, Fernand Dumont, sociologue bien connu au Québec, Patrice Garant, également bien connu, professeur de droit constitutionnel à Laval. Guy-Antoine Lafleur, professeur de sciences politiques à l'Université Laval, Pierre Patenaude, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Sherbrooke, Thérèse Rousseau Houle, professeur de droit à Laval également, Guy Tremblay, professeur de droit constitutionnel à l'Université Laval, bien connu, Daniel Turp, professeur de droit

constitutionnel à Montréal, José Woerhling, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Montréal. C'est un échantillon des personnes qui, avec l'Opposition, demandent au gouvernement libéral de s'abstenir, puisqu'il ne sait pas où il s'en va et de revoir les cinq conditions posées par le gouvernement libéral parce qu'elles sont, encore une fois, insuffisantes pour garantir notre avenir collectif. Revoir les cinq conditions pour fournir ouvertement et publiquement à la population plus de détails, plus de précisions sur ces conditions.

Je comprends que cela n'intéresse pas tellement les gens, mais le ministre des Affaires canadiennes ne doit pas être dupe de la conscience des Québécois et des Québécoises à cet égard. Peut-être que, de ce temps-ci, les gens s'interrogent un peu plus, dans les brasseries ou ailleurs, à savoir si le dernier but des Nordiques, hier, était bon ou pas bon. Cette série entre les Canadiens et les Nordiques va se terminer un jour. Mais notre avenir, l'avenir du Québec, lui, n'a aucune raison de se terminer demain, parce que ce gouvernement aurait fait preuve de négligence grossière, grave, téméraire, je l'ai dit tantôt.

Voyons rapidement les cinq conditions posées par le gouvernement libéral qui ont fait en sorte que le **Globe and Mail** de Toronto dise dans sa livraison d'aujourd'hui ou d'hier que jamais aucun gouvernement du Québec n'a réclamé, "so little", pour employer les mots mêmes du journaliste du **Globe and Mail**. Une participation à la nomination des juges de la Cour suprême, première condition. Soit! Mais le ministre ne doit pas oublier que tous les juges de la Cour supérieure sont nommés par le gouvernement fédéral, que tous les juges de la Cour d'appel du Québec sont nommés par le gouvernement fédéral, que tous les juges de la Cour suprême sont nommés par le gouvernement fédéral. Le gouvernement libéral ne réclame qu'une participation - consultation peut-être - à la nomination de quelques juges de la Cour suprême quand on connaît l'importance que prendra dorénavant la Cour suprême dans l'interprétation de nos lois, dans l'interprétation des conflits possibles entre une loi et la charte canadienne. Première condition nettement insuffisante. Bonne base, mais il faut aller plus loin.

Deuxième condition: des pouvoirs accrus en matière d'immigration. Là, il faut attendre pour avoir plus de précisions. Le ministre, comme le gouvernement libéral, nous livre sa substance par petits bouts et, encore aujourd'hui, on vient d'en apprendre un peu plus sur ces soi-disant pouvoirs en matière d'immigration. Dans ce cas-ci, aujourd'hui, le ministre en a ajouté un peu. Hier, on retranchait sur le droit de veto

demandé par le Québec; aujourd'hui, on en ajoute un petit peu à l'immigration et on a le culot de prétendre en cette Chambre qu'on peut décemment avoir la crédibilité nécessaire pour mener à bien le dossier constitutionnel. C'est ridicule.

La troisième condition, la limitation du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral. Dans un autre de ses discours, le ministre emploie le mot "délimitation" du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral. Qu'est-ce qu'on cherche par cette condition? Un encadrement, une délimitation ou des contraintes? Alors, le ministre, d'un discours à l'autre, d'un bout de journal à l'autre, se contredit et, finalement, on ne sait pas exactement ce qui est contenu dans cette condition.

La quatrième condition, la reconnaissance que le Québec constitue une société distincte, et ça, c'est vraiment le gâteau, parce que le ministre, comme d'ailleurs le premier ministre, nous ont déjà dit en cette Chambre que, pour eux, la simple reconnaissance du caractère distinct du Québec dans le préambule, c'était suffisant. Et dans les journaux récemment, émanant du gouvernement fédéral, on a appris que la reconnaissance du caractère distinct du Québec, peut-être, mais il ne faudrait surtout pas que cela donne plus de pouvoirs au gouvernement du Québec. Un simple préambule pour reconnaître que nous sommes ici, sur ce territoire francophone, un peuple particulier, distinct, qui a besoin d'outils de développement collectif spéciaux et particuliers pour se développer. Il ne faut pas s'imaginer qu'avec une simple reconnaissance dans un préambule, les juges des Cours supérieures, des Cours d'appel ou de la Cour suprême vont dire: Bien, écoutez, si on a à interpréter une matière litigieuse, on va le faire en faveur du Québec à cause de son caractère distinct. Non, un simple préambule est un énoncé qui n'a généralement que très peu d'influence sur le contenu des décisions judiciaires. Et on voudrait, de ce côté-là de la Chambre, se contenter d'une simple reconnaissance du Québec dans un préambule. Comme si, Mme la Présidente, le Québec ne méritait pas mieux qu'un vestibule. Comme si le Québec était pour entrer dans la maison canadienne, mais juste sur le portique et un petit peu sur le perron, parce que toute la maison ne lui appartiendrait pas. Société distincte, peuple distinct, mais sur le perron, par exemple, le caractère distinct du Québec, dans le portique. Un préambule, un vestibule, et on voudrait s'en contenter.

Toutes les personnes que j'ai nommées tantôt comme 20 hautes personnalités du Québec dénoncent à la fois le processus et le contenu dans le dossier constitutionnel tel que mené par le premier ministre surtout et son conseiller. Quant au ministre, son rôle

exact, vous savez, il n'est pas très clair. Je l'ai écouté cet après-midi nous dire qu'il n'y a pas de proposition. Je ne suis pas sûr qu'il aura un grand rôle à jouer demain, parce que, généralement, les gens qui prennent une place dans la vie comme dans l'histoire, ce sont des gens qui ont des choses à dire et à faire. Il dit: Je ne vais pas en quémandeux. Il va en innocent sur un méchant temps, par exemple, au lac Meach. Et les innocents, on sait ce qui leur arrive. Il y a des massacres de temps en temps. Souhaitons que cela va tourner autrement, Mme la Présidente.

La cinquième condition, une formule d'amendement comprenant un droit de veto pour le Québec. Encore là, il a fallu attendre à hier cette fois-là, à 48 heures de la conférence du lac Meach, parce qu'on sait - selon ce qu'on savait, encore là - que le droit de veto tel que réclamé par le gouvernement libéral était un droit de veto complet. Mais, à 48 heures de la conférence du lac Meach, on apprend que le droit de veto, tel qu'il le réclame maintenant, c'est un droit de veto absolu sur les institutions, mais un droit de retrait, dans le jargon constitutionnel qu'affectionne le ministre, "opting out", avec compensation financière sur les autres secteurs de sa compétence.

Ce n'est pas la même chose. On a un droit de veto qui évolue par en bas, des pouvoirs accrus en matière d'immigration qui évoluent par en haut, une reconnaissance du caractère distinct du Québec qui peut difficilement évoluer parce que cela signifie à peu près rien, ce qu'on réclame, et, surtout, comme l'a bien signalé le chef de l'Opposition, on a un paquet de revendications actuellement nécessaires pour le Québec mais dont le gouvernement libéral fait fi. Où en est la récupération du pouvoir en matière de main-d'oeuvre, Mme la Présidente? Si, au Québec, on veut livrer une guerre au chômage qui soit adaptée aux difficultés qu'on rencontre au Québec, encore faut-il avoir les moyens de travailler sur notre main-d'oeuvre. Mais où en est la récupération en matière de main-d'oeuvre? Ah! les autres provinces ne viendront pas faire le travail pour nous. Dans le sud-est de l'Ontario, le chômage est de 3 % à 4 %. Au Québec, il est au-dessus de 10 %. Si le Québec veut vraiment livrer une guerre au chômage, il doit être en mesure de récupérer tous ses pouvoirs en matière de main-d'oeuvre, mais, ça, le gouvernement libéral en fait fi. (17 h 40)

Où est le plein pouvoir en matière linguistique? Je n'ai pas l'intention de revenir là-dessus, il me reste peu de temps, il me reste trois minutes, mais, Mme la Présidente, laissez-moi vous dire que l'inconscience du gouvernement libéral en matière linguistique est renversante. Il nous dit: On ne demandera pas ce qu'on a déjà. Comment se fait-il que des avocats et des

citoyens à Montréal soient obligés de s'adresser aux tribunaux pour obtenir un jugement en français? Comment se fait-il que la Charte de la langue française, la loi 101, ait été battue en brèche dans plusieurs matières à cause notamment de la charte canadienne si, vraiment, on a les pleins pouvoirs en matière linguistique?

La réalité et la vérité, c'est que cette Assemblée nationale n'a pas actuellement les pleins pouvoirs pour décider de sa politique linguistique. Je répondrai au ministre qui nous disait: Est-ce que vous aimeriez que tous les députés parlent français, qu'aucun député ne parle anglais dans cette Assemblée nationale? Le ministre oublie que nous n'avons pas eu besoin des autres, des lois fédérales ou des chartes canadiennes pour faire en sorte que l'anglais puisse être parlé dans cette Assemblée nationale. Nous sommes une société où le droit de notre minorité anglophone est le mieux reconnu à travers le monde. Et le ministre essaie subtilement de venir nous faire croire qu'il faut absolument qu'une loi fédérale vienne nous dire quoi faire. Attitude de colonisés de la part du gouvernement libéral. Ce que le Québec a fait, c'est bien fait. Ce que le Québec peut faire peut être très bien fait et de vouloir s'en remettre à d'autres pour nous dire ici, en cette Chambre, quelle sorte de politique on devrait adopter pour notre développement national, pour notre développement linguistique, pour notre développement économique, j'appelle ça une attitude de colonisés. Attitude d'autant plus déplorable que nous sommes à douze heures d'une rencontre importante où le gouvernement libéral n'a rien déposé de valable pour assurer la protection de nos droits.

Est-ce que le ministre est au courant des jugements qui ont été rendus et qui ont fait en sorte que notre législation ici au Québec a été battue en brèche? Est-ce qu'il sait que les députés avant nous ont décidé, par exemple, de protéger la publicité destinée aux enfants et de faire en sorte qu'il n'y en ait pas au Québec mais qu'un jugement rendu par la Cour d'appel sur la foi de la charte canadienne fait en sorte que ces dispositions législatives ne s'appliquent pas? Oui, il le sait mais il joue à l'autruche, Mme la Présidente. Une attitude qui lui convient d'autant plus qu'elle sert bien son comportement de colonisé.

Voilà, Mme la Présidente, ce pourquoi nous disons non à la démarche, nous disons non au contenu et nous allons servir au gouvernement libéral ce qu'il nous a servi en 1980 et ce qui a placé le Québec dans la position de faiblesse où il se trouve actuellement. Merci.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le député

de Taillon. Si vous me le permettez, tel que convenu précédemment, j'aimerais aviser cette Assemblée que la commission de l'Assemblée nationale se réunira demain le 30 avril de 10 heures à 13 heures à la salle du Conseil législatif pour donner suite à la motion de privilège du député de Lévis.

Là-dessus, je suis prête à reconnaître le prochain intervenant. M. le député de Bourget, en vous rappelant qu'il reste à votre formation politique quatorze minutes.

#### **Reprise du débat sur la motion de l'Opposition**

##### **M. Claude Trudel**

**M. Trudel:** Je vous remercie, Mme la Présidente. Le chef de l'Opposition pense à tort s'être trouvé une bouée de sauvetage avec ce qu'il appelle la souveraineté linguistique. Il est revenu à satiété sur le sujet et ce, malgré les réponses très claires du premier ministre et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Qu'on en juge.

Le 8 mai 1986, le premier ministre lui répondait, et je cite, que "si la constitution canadienne reconnaît formellement dans son préambule que le Québec est une société distincte, je présume, disait le premier ministre, que dans l'interprétation du partage des pouvoirs par les tribunaux, cette interprétation devra tenir compte de l'esprit et de la lettre de la constitution, et que, si nous demandons que le Québec soit reconnu comme une société distincte, c'est précisément pour des raisons, essentiellement ou en bonne partie, culturelles. J'en conclus, disait-il, tout simplement, que c'est une question de logique, que dans l'interprétation de la constitution, ceci confère au Québec des pouvoirs linguistiques particuliers."

Quelques jours plus tard, le 13 mai 1986, le premier ministre, toujours très patient avec ceux qui comprennent plus lentement que d'autres, disait ceci au chef de l'Opposition, et je cite toujours M. le premier ministre: "Je suis prêt, disait-il, à répéter pour le chef de l'Opposition l'interprétation que j'ai donnée à un préambule qui reconnaît le Québec comme société distincte. Ou bien on exige que ce préambule existe - ce n'est quand même pas anodin un préambule dans une constitution canadienne - pour qu'il ait des effets juridiques puisqu'il se trouve intégré dans un texte juridique, ou bien on n'en parle pas. C'est pourquoi, disait toujours M. Bourassa, le premier ministre, j'ai conclu à l'interprétation que j'ai donnée tantôt sur l'impact d'une exclusion d'un tel préambule sur les pouvoirs particuliers du Québec."

Moins d'une semaine plus tard, une journée plus tard devrais-je dire, à l'occasion d'un débat du mercredi, le ministre délégué

aux Affaires intergouvernementales canadiennes expliquait patiemment lui aussi au chef de l'Opposition que le Québec avait une compétence générale de légiférer sur la langue mais que cette compétence comportait des limites que nous, de ce côté-ci de la Chambre, acceptions: celle de l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et celle de l'article 23 de la Loi constitutionnelle de 1982, c'est-à-dire la clause Canada.

Le 18 novembre 1986, toujours en réponse à une question du chef de l'Opposition, le même ministre et député de Jean-Talon, reprenant les éléments de la réponse du premier ministre du mois de mai précédent, disait ceci: "Lorsque nous demandons qu'on reconnaisse clairement dans la constitution que le Québec est une société distincte, nous reconnaissons par là toutes les caractéristiques qui découlent normalement de cette distinction. Bien sûr, disait le ministre, c'est une question de langue, c'est une question de culture, c'est une question d'institutions. C'est pour cela qu'on recommande qu'on reconnaisse une société distincte.

"Ce n'est pas nécessairement et seulement le peuple envers qui nous voulons la reconnaissance, mais la société dans tout ce qu'elle comprend, autant la culture, la langue que les communications et les institutions. C'est dans cet ensemble que nous devons comprendre que la langue sera comprise dans ces négociations."

Il semble que ces réponses, ces mises au point, ces patientes explications n'aient pas été comprises, puisque le 10 décembre 1986, le ministre doit de nouveau rappeler en ces termes que le Québec a la compétence exclusive de légiférer sur sa langue. Je cite à nouveau le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes. J'aurais le goût de prendre un ton excédé parce qu'on se répète, mais le ministre est un homme patient. Je le serai moi aussi. Le ministre disait donc: "C'est inscrit en toutes lettres dans notre constitution. Le principe est là et le Québec a pleine compétence pour légiférer sur sa langue. Il y a, comme à toute compétence, des limites que nous acceptons." (17 h 50)

Mme la Présidente, vous pensez sans doute et avec raison que ces réponses, ces clarifications, ces explications allaient mettre fin au débat. Eh bien, vous me permettrez de vous dire bien poliment que vous vous trompez. En effet, dès le lendemain de la reprise de nos travaux en mars, soit le 11, le chef de l'Opposition enfourchait à nouveau son unique cheval de bataille, ce qui nous donnait à tous le plaisir d'entendre une magistrale mise au point du ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes qui, avec la patience admirable qu'on lui connaît, prend quelque 35 minutes pour

expliquer encore une fois au chef de l'Opposition des notions que tous avaient comprises en quelques minutes le printemps précédent.

Nous n'avons pas à revendiquer des droits, des pouvoirs que nous avons déjà. Le Québec a le pouvoir de légiférer sur sa langue à deux limites près, limites que nous acceptons, soit l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 et l'article 23 de la Loi constitutionnelle de 1982, dite clause Canada, que l'ancien premier ministre René Lévesque lui-même approuvait. Ces deux limites à ce pouvoir nous les acceptons parce qu'elles sont justes, parce qu'elles sont équitables, parce qu'elles sont acceptables par le Québec sans aucune conséquence néfaste. Voilà qui est clair et, quant à nous, il s'agit d'une question réglée. Le chef de l'Opposition peut bien revenir sur le sujet tous les jours, si le cœur lui en dit. C'est son droit le plus strict, mais il n'obtiendra d'autre réponse que celle réaliste, conforme aux désirs d'une immense majorité de Québécois, qu'on lui a donnée depuis maintenant un an.

Mme la Présidente, le chef de l'Opposition nous demande, trémolos dans la voix, gestes théâtraux à l'appui, de défendre les intérêts supérieurs du Québec. C'est tout de même curieux que ce soit ceux-là même qui n'ont pas réussi à faire respecter les intérêts supérieurs du Québec au moment où ceux-ci étaient le plus en péril à la conférence constitutionnelle de 1981, curieux que ce soit ces mêmes gens qui crient maintenant au loup. "Il est paradoxal que ces gens d'en face nous demandent de faire aujourd'hui ce qu'ils auraient eu l'occasion de faire dans le passé," disaient les ministres délégués aux Affaires intergouvernementales canadiennes, et des Communautés culturelles et de l'Immigration, lors du débat du 11 mars dernier. "Cela prend du culot pour parler ainsi," ajoutait le plutôt coloré député de Matapédia. J'irai plus loin, Mme la Présidente. La stratégie du chef de l'Opposition est totalement déplacée, pour ne pas dire scandaleuse, indigne des hautes fonctions qu'il occupe, plus ou moins temporairement, de son propre aveu.

À mon tour, je me dois de rappeler à cette Assemblée, à ceux qui nous écoutent et à ceux qui nous liront dans quelques heures ou dans quelques jours, que ceux qui crient aujourd'hui au loup, ceux qui s'alarment et tentent d'alarmer la population sont ceux-là même qui ont placé le Québec dans la position qui est la sienne aujourd'hui et dont le premier ministre tentera demain de l'extirper afin de le faire participer pleinement à la vie constitutionnelle canadienne. Celui à qui la population du Québec confiait pour la première fois les rênes du gouvernement, il y a 17 ans aujourd'hui, a su hier et saura encore demain



défendre les intérêts supérieurs du Québec dans la continuité libérale. Du "Gouvernement fort" et du "Maître chez nous" qui étaient, non seulement des slogans électoraux, mais des philosophies du gouvernement de 1960 à 1966 au non courageux de Victoria de 1971, et à la souveraineté culturelle du Québec des années 1973-1976, du livre beige de 1981 au programme politique et électoral de 1985, la continuité libérale ne se dément pas, lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts supérieurs des Québécoises et des Québécois.

Mme la Présidente, ce n'est pas un gouvernement péquiste qui a dit non à Victoria en 1971, c'est un gouvernement libéral que dirigeait l'actuel premier ministre. Par contre, c'est un gouvernement péquiste qui, trouvant, au dire même de l'ancien premier ministre René Lévesque, la formule de Vancouver, dans l'ensemble, plutôt sympathique, a froidement, en toute connaissance de cause, j'oserais dire cyniquement, laissé tomber le droit de veto du Québec. Ce n'est pas un gouvernement libéral qui a fait cela, c'est un gouvernement péquiste. Ce sont ces gens qui nous demandent maintenant, la main sur le coeur, les yeux à l'envers, de protéger les intérêts supérieurs du Québec. C'est à mourir de rire, ou plutôt, c'est à mourir de honte.

Je crois qu'il est nécessaire de répéter, pour la population, puisque l'Opposition déforme tout, les cinq objectifs poursuivis par le gouvernement du Québec dans cette phase exploratoire. Ces objectifs, ces conditions peuvent être résumés ainsi: La reconnaissance explicite du Québec comme société distincte, la garantie de pouvoirs accrus en matière d'immigration, la limitation du pouvoir fédéral de dépenser, la reconnaissance d'un droit de veto et, enfin, la participation du Québec à la nomination des juges à la Cour suprême du Canada.

Comme le disait le premier ministre le 15 avril dernier, je cite: "Il n'est pas question pour nous soit d'ajouter des demandes ou de réduire le nombre de demandes. Les cinq objectifs demeurent. Il faut avoir, poursuivait-il, des propositions convenables, satisfaisantes pour le Québec sur ces cinq secteurs, mais cela n'exclut pas d'autres discussions par la suite. - Le ministre en parlait tantôt. - Nous sommes très clairs sur l'importance de ces cinq conditions pour l'acceptation du Québec de l'accord constitutionnel", concluait le premier ministre, le 15 avril dernier.

Quoi qu'en dise le chef de l'Opposition, le gouvernement du Québec a un mandat très clair sur ces cinq points que les Québécois connaissent et ont approuvés massivement le 2 décembre 1985. La tâche n'est pas facile, elle ne l'a jamais été et elle ne le sera sans doute jamais, mais nous devons réussir, demain ou plus tard. Nous nous le devons,

nous le devons à ceux qui nous suivent, mais aussi à ceux qui nous ont précédés, à cette génération qui a été bafouée par un gouvernement d'amateurs. Ce ne sont pas les hurlements, les tapages de pieds, les crises du chef de l'Opposition en mal de causes à défendre qui vont faire avancer les choses demain, au lac Meach.

Mme la Présidente, les intérêts des Québécois sont entre bonnes mains. Le chef de l'Opposition et la population du Québec peuvent dormir tranquilles cette nuit. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Bourget.

Compte tenu de l'heure, nous allons ajourner nos travaux à demain, 14 heures.

(Fin de la séance à 17 h 58)